

# Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : [www.idele.fr](http://www.idele.fr)

**Septembre 2018**

Numéro 293

Rédaction achevée le 17 septembre 2018

REGARDS  
sur les  
MARCHÉS

## viande bovine

### Jeunes bovins

*France, un été lourd*

*Europe, des incertitudes pour l'automne*

### Femelles

*France, la hausse des réformes laitières limite la progression des prix*

*Europe, le manque de fourrages provoque un afflux de réformes*

### Maigre

*Le marché reste ferme*

**Veaux de boucherie, premier semestre plutôt positif**

**Veaux nourrissons, baisse saisonnière marquée des cotations**

## lait de vache

- Collecte laitière : croissance stoppée par le long épisode de la sécheresse
- Collecte mondiale : croissance ralentie
- Marché des produits laitiers : un calme relatif

## viande ovine

- France : la consommation de viande ovine reste morose
- UE et monde : l'Espagne et la Nouvelle-Zélande profitent de la baisse de la production britannique

## lait de chèvre

- Le prix du lait de chèvre résiste en France mais plonge dans l'UE
- Equilibre fragile à préserver

## le chiffre du mois

**+ 5,4 % /2017**

C'est la hausse des abattages de vaches sur juillet et août en France.

## zoom

**La filière viande rouge  
australienne, organisée pour la  
conquête des marchés**

## Jeunes bovins en France : un été lourd

L'encombrement est encore fort sur le marché français du jeune bovin. Mais les exportations de viande bovine, relancées au 1er semestre, pourraient équilibrer le marché à l'automne.

### Prix sous pression

Les cours se sont effrités au cours du mois d'août sous l'effet de la lourdeur du marché européen. D'une part, les fortes chaleurs ont ralenti la consommation dans la plupart des États membres. D'autre part, la sécheresse a conduit les éleveurs laitiers à anticiper de nombreuses réformes, notamment en Allemagne où les prix des JB ont fini par plonger avec ceux des vaches. Début septembre, la hausse saisonnière des cours se fait attendre, d'autant que le marché français reste chargé. Le JB U cotait 3,88 €/kg de carcasse en semaine 36 (-4% /2017), le JB R 3,70 €/kg (-4%) et le JB O 3,27 €/kg (-2%).



### Marché lourd

Le marché français du JB est encombré, en témoigne la hausse de l'âge et du poids moyen à l'abattage. En effet, d'après les données hebdomadaires de Normabev, les JB de type viande abattus sur les 4 dernières semaines connues étaient plus vieux que l'an dernier de 13 jours et plus lourds de 10 kg éc. Les JB laitiers étaient quant à eux plus vieux de 5 jours et plus lourds de 5 kg.

En outre, le nombre de taurillons de type viande abattus sur les 4 semaines allant jusqu'au 9 septembre était en hausse de 4% /2017. Comme depuis de nombreux mois, les sorties de JB laitiers sont moins nombreuses (-6% /2017).

### De nombreux JB viande à sortir cet automne

Les données du SPIE-BDNI enregistrent au 1<sup>er</sup> août un surplus de mâles viande et croisés viande de 21 000 têtes. Il s'agit de mâles qui n'ont pas été exportés au stade de broutard au second semestre 2017 et qui sortiront donc très prochainement en JB en France. Ceci explique du côté italien la baisse des effectifs de mâles enregistrée dans la base de données nationale (voir article JB en Europe).

La baisse des effectifs en JB laitiers reste prononcée (-10% /2017 ou -14 000 mâles de 18 à 24 mois), mais est loin de compenser le sur-effectif en race à viande.

### Exports en hausse au 1<sup>er</sup> semestre !

Au 1<sup>er</sup> semestre, les exportations françaises de viande bovine ont totalisé 119 000 téc (+2% /2017 et 2016), dont 96 000 téc de viande réfrigérée (+4% /2017 et +3% /2016). La baisse des envois s'est poursuivie vers l'Italie (-3% /2017 à 36 000 téc), où la production nationale était en hausse. En revanche, les ventes se sont maintenues vers la Grèce (= /2017 à 21 000 téc) et ont progressé de 1% vers l'Allemagne, à 21 000 téc également. Elles ont décollé vers les pays tiers (+75% à 4000 téc), en particulier vers Israël et la Tunisie. Les flux de viande réfrigérée ont également fortement progressé vers la Belgique (+82% à 5 000 téc) et vers les Pays-Bas (+18% à 4 000 téc).

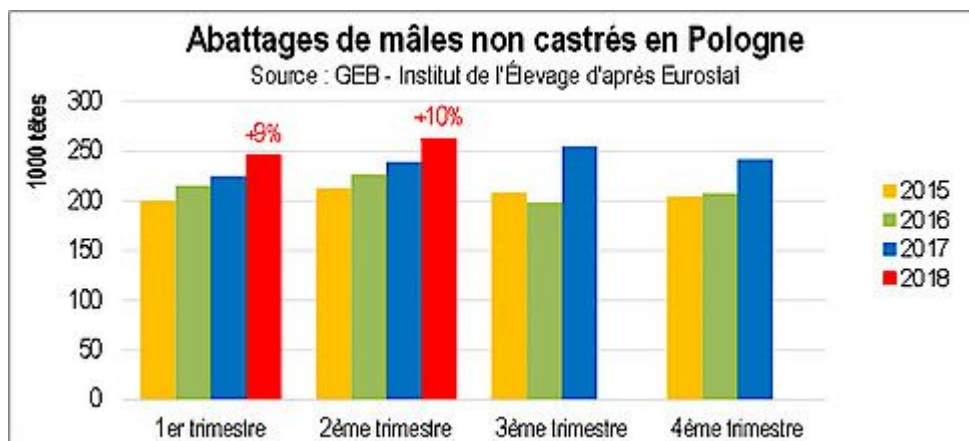
Au second semestre, le marché italien pourrait être moins chargé et pourrait accepter plus de viande française, sauf si la viande polonaise, dont une partie avait été orientée vers la Turquie depuis le début de l'année, revient sur l'Europe de l'Ouest après la chute brutale de la livre turque.

## JB en Europe : des incertitudes pour l'automne

Alors que la production polonaise se développe toujours, la chute de la monnaie turque fragilise les ventes vers la Turquie et pourrait réorienter des volumes polonais supplémentaires vers l'Italie et l'Allemagne. Dans ces 2 pays, les sorties de JB devraient toutefois être limitées cet automne.

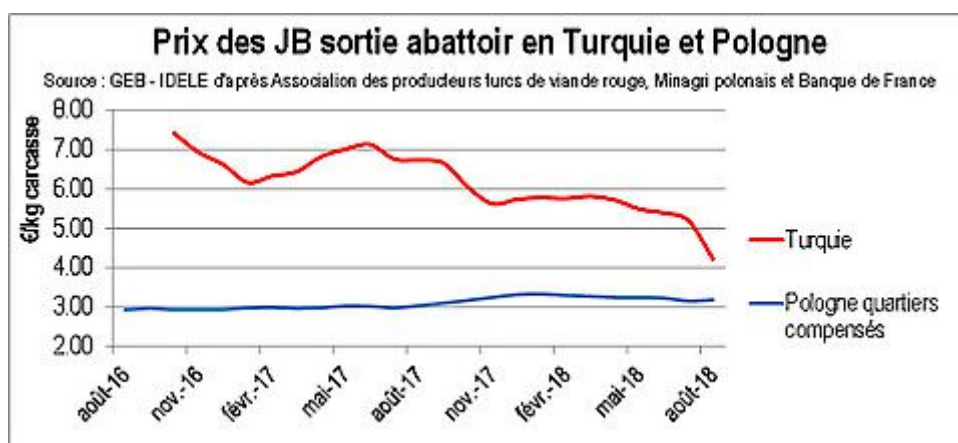
### POLOGNE : Une production supplémentaire à écouler

En Pologne, l'engraissement de jeunes bovins poursuit son développement : 509 000 mâles non castrés ont été abattus au 1<sup>er</sup> semestre (+10% /2017 et +15% /2016) ainsi que 155 000 génisses (+4% /2017 et +16% /2016). Ainsi, la production abattue (mâles et femelles confondus) est portée à 209 000 téc au 1<sup>er</sup> semestre (+8% /2017 et +17% /2016).



Cette offre supplémentaire a été principalement exportée, grâce au redémarrage des ventes vers la Turquie. Sur les 5 premiers mois de l'année, les expéditions de viande bovine fraîche ou congelée toutes destinations confondues ont totalisé 182 500 téc (+5% /2017 ; +14% /2016), dont 137 200 téc de viande fraîche (+6% /2017 ; +9% /2016). Le débouché turc, absorbant près de 16 000 téc, a largement compensé la baisse des ventes vers l'Italie (-10% à 32 700 téc) et vers l'Allemagne (-13% à 19 100 téc).

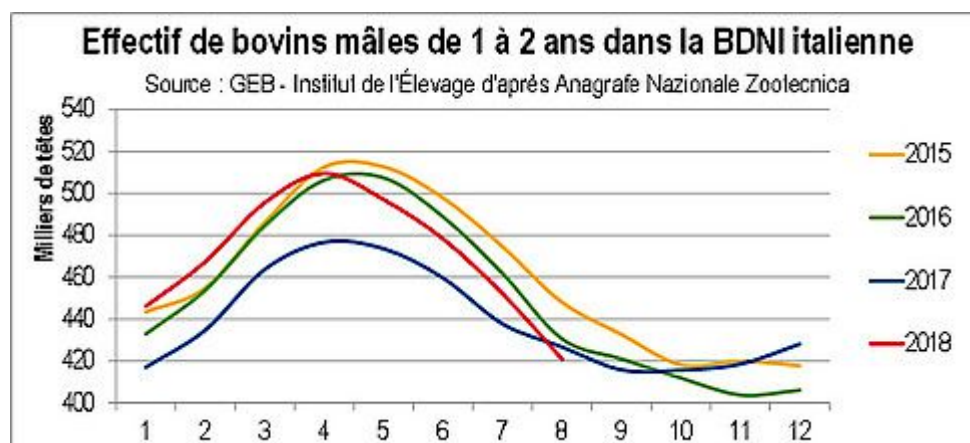
Mais l'équilibre du marché est en sursis. En effet, sur fond de crise diplomatique entre la Turquie et les États-Unis, la livre turque a dégringolé cet été, perdant en 2 mois 40% de sa valeur face à l'euro. Ainsi, l'écart se resserre en euros entre le prix turc et le prix polonais. A 3,70 €/kg de carcasse en août 2017, l'écart est tombé à 1,04 €/kg en août 2018, ce qui pourrait limiter l'attractivité du marché turc pour les abatteurs polonais. Les ventes vers l'Italie et l'Allemagne repartiraient de plus belle.



### ITALIE : vers un ralentissement des sorties de JB mâles

En Italie, la hausse saisonnière des cours se fait attendre. La cotation du JB mâle charolais à Modène a gagné 6 centimes le 3 septembre avant de stagner à nouveau la semaine suivante. A 2,49 €/kg vif, il restait au-dessus de son niveau médiocre de 2016 (+4%), mais sous son bon niveau de 2017 (-4%). La cotation du JB limousin reste stable à 2,74 €/kg vif (= /2017 ; +6% /2016). Celle de la femelle charolaise a montré un frémissement (+2 centimes le 10 septembre), remontant à 2,64 €/kg (= /2017 ; +2% /2016). Enfin, la femelle limousine qui constitue le haut de gamme reste parfaitement stable, à 2,95 €/kg (-1% /2017 et 2016).

Le ralentissement des sorties de mâles prévu cet automne pourrait permettre la remontée des prix. Le 31 août, la BDNi italienne recensait en effet 421 000 mâles de 1 à 2 ans (-1% /2017) et 744 000 mâles de moins d'un an (-2% /2017).



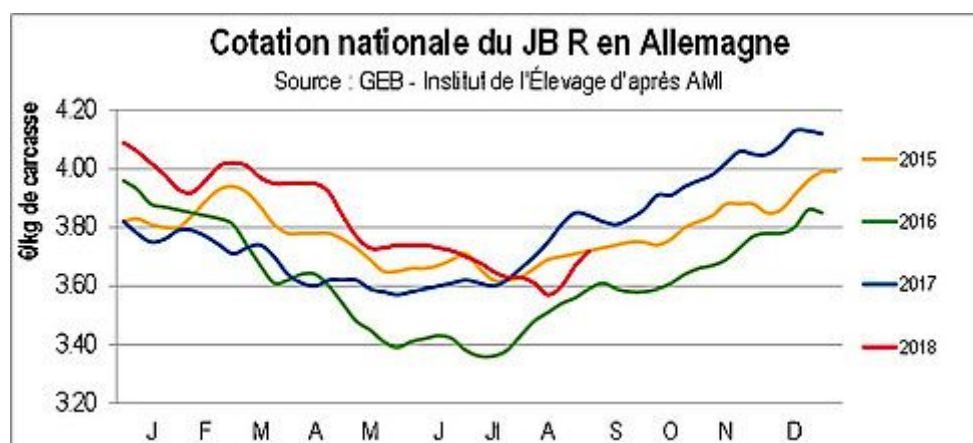
Sur les 5 premiers mois de l'année, l'Italie a importé 173 000 téc de viande bovine fraîche ou congelée (+3% /2017), dont le tonnage supplémentaire est venu alourdir le marché. Si les achats de viande polonaise ont été réduits (-5%), ce n'est pas le cas pour les viandes allemandes (+7%) et irlandaises (+8%).

## ALLEMAGNE : l'offre baisse mais la consommation stagne

En Allemagne, les sorties de JB ont fortement ralenti. Sur les 8 semaines de juillet-août, les abattages de taurillons ont chuté de 13% /2017. L'enquête cheptel de mai enregistrait en effet une baisse de 4,4% du nombre de mâles de 1 à 2 ans (ou -15 000 têtes). Les abattages de l'automne devraient donc rester peu chargés.

La consommation, très dynamique depuis quelques années, montre des signes d'essoufflement. Les volumes de viande bovine achetés par les ménages de janvier à juillet ont baissé de près de 2% d'un an sur l'autre. Mais la valeur reste sur une dynamique positive (+2% /2017).

Les prix des JB ont subi cet été la pression des abattages anticipés de vaches de réforme dus à la sécheresse. Ils ont fléchi jusqu'au 15 août avant de regagner quelques centimes, dopés par la pénurie d'offre de mâles. Fin août, le JB U cotait 3,78 €/kg de carcasse (-4% /2017 ; +3% /2016), le JB R 3,72 €/kg (-3% /2017 ; +4% /2016) et le JB O 3,45 €/kg (-3% /2017 ; +5% /2016).



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

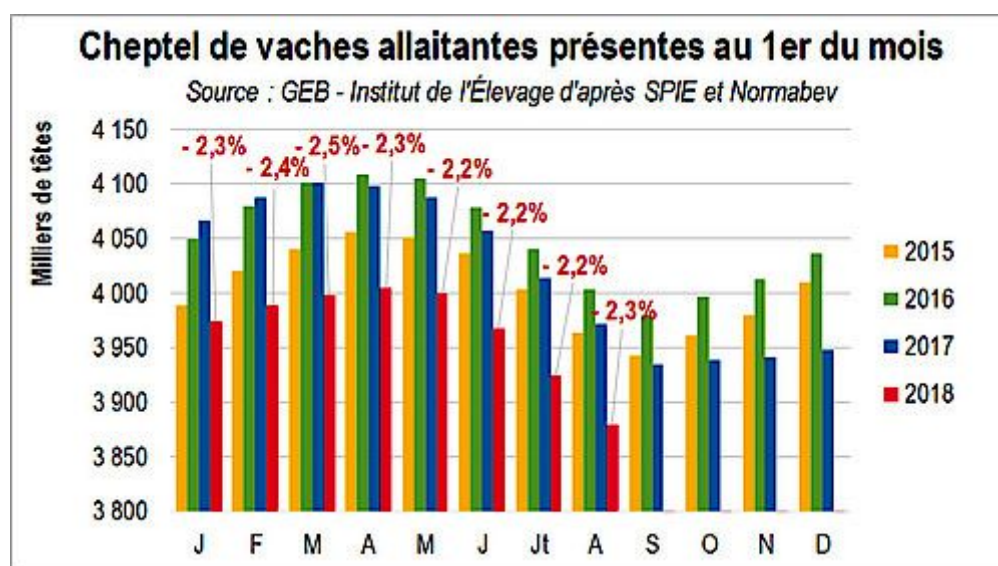


## Femelles en France : la hausse des réformes laitières limite la progression des prix

Les abattages abondants de femelles allaitantes et de réformes laitières font pression sur les cours qui demeurent inférieurs à ceux de 2017.

La décapitalisation allaitante à l'œuvre depuis l'an dernier semble se poursuivre. En août, 74 000 vaches de type viande ont été abattues, seulement 2% de moins que le pic atteint en août 2017 et 6% de plus qu'en août 2016. En cumul sur les 8 premiers mois de l'année, les abattages totaux de réformes allaitantes ont représenté près de 553 000 têtes (+4% /2017 ; +9% /2016).

Au 1<sup>er</sup> août, le cheptel de vaches allaitantes était à nouveau en recul de 92 000 têtes. Le rythme de la baisse s'accélère (-2,3% /2017 au 1<sup>er</sup> août contre -2,2% les trois précédents mois).



S'il est encore trop tôt pour mesurer tous les effets de l'épisode de sécheresse qui a touché la France de façon hétérogène cet été, le manque de disponibilités fourragères dans les semaines et mois à venir pourrait accroître le rythme de décapitalisation allaitante alors que celui-ci avait tendance à se stabiliser les mois précédents.

En attendant, le retard des naissances, lié à de mauvaises conditions de reproduction durant l'hiver 2016/2017, est désormais compensé. En effet, les naissances ont nettement rebondi en avril, mai et juin 2018. Malgré une nouvelle baisse en juillet (-6 000 têtes /2017), le nombre de naissances viables de veaux de races à viande sur les 7 premiers mois de l'année 2018 est égal à celui de la même période de 2017.

### Les abattages de réformes laitières repartent à la hausse

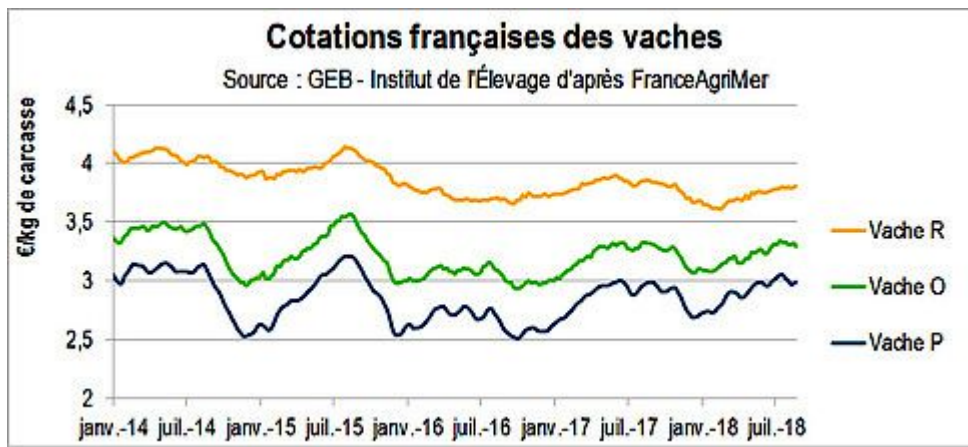
Les phénomènes de sécheresse survenus en France et dans le nord et le centre de l'Europe ont également impacté le secteur laitier : les éleveurs ont commencé à ajuster leur cheptel pour économiser les stocks de fourrages. Les abattages de vaches laitières sont donc repartis à la hausse. En août, ils ont progressé de 6% /2017. Le différentiel de cumul sur 8 mois des abattages avec l'année passée progresse à nouveau (+3% /2017, avec 660 000 vaches abattues). Les effectifs abattus reviennent au niveau très élevé d'il y a deux ans. Cet ajustement se perçoit sur la collecte laitière d'août (cf. articles collecte lait de vache).

Le manque de fourrages en Europe pourrait contenir la production laitière dans les mois à venir et faire pression sur les prix des vaches via des réformes supplémentaires. L'équilibre entre le prix du lait et les disponibilités fourragères jouera sur la dynamique du cheptel laitier.

### L'afflux de réformes limite la progression des cours des allaitantes

La reprise du mouvement de décapitalisation du cheptel allaitant et l'afflux de femelles laitières pèsent sur les cours, d'autant plus que nos voisins européens sont aussi touchés par la sécheresse. Le cours de la vache U (4,40 €/kg) est stable et celui de la vache R (3,81 €/kg) s'est apprécié de 2 centimes en 4 semaines. Ils restent néanmoins sous les niveaux atteints l'année dernière à la même période (respectivement -2% et -1% /2017 pour les deux).

Face à l'afflux de vaches laitières, les cours des vaches O et P diminuent et peinent à atteindre les niveaux de 2017 (respectivement 3,29 et 2,99 €/kg en septembre 2018, soit -1% et = /2017).



## Écart conséquent entre les consommations calculées par panel et par bilan

Les achats de viande bovine des ménages ont baissé en volume (-3,2% /2017) et en valeur (-1,4% /2017), d'après Kantar sur la période P08 finissant le 5 août 2018. La période estivale chaude a affecté la consommation de viande bovine. En cumul sur les 8 premières périodes de l'année, les achats des ménages en viande bovine ont reculé de 3% /2017 en volume. D'après le panel, depuis le début de l'année, seuls les achats de viande hachée pur bœuf résistent en volume (= /2017) et progressent en valeur (+2,4% /2017).

De son côté, le SSP mesure au 1<sup>er</sup> semestre une hausse de 2,3% de la consommation totale de viande bovine calculée par bilan. La différence entre le SSP et Kantar pourrait s'expliquer en partie par la nette reprise de la consommation de viande bovine hors domicile.

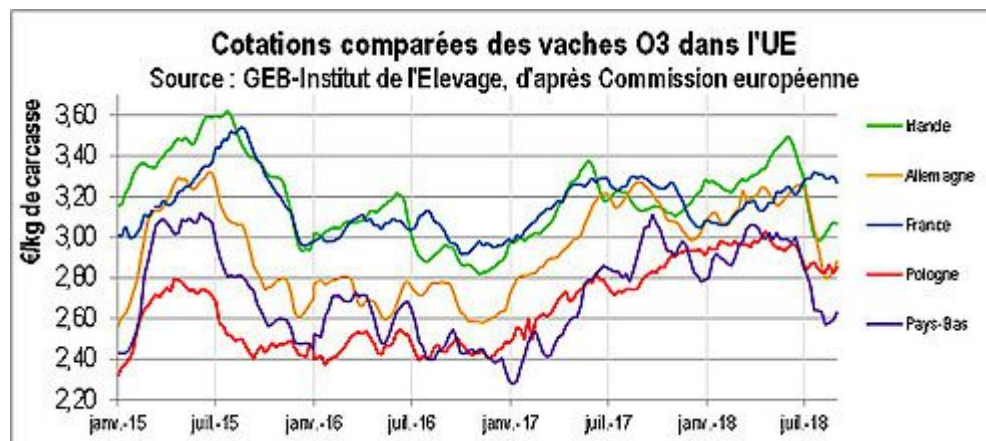
---

*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)*

## Femelles en Europe : le manque de fourrages provoque un afflux de réformes

Avec des disponibilités en réformes laitières plus importantes en Europe, liées notamment aux épisodes de sécheresse, les cours des vaches sont sous pression.

La cotation européenne de la vache O connaît une baisse marquée. Elle s'établit à 2,90 €/kg de carcasse début septembre, à un niveau intermédiaire aux deux années précédentes (-4% /2017 ; +7% /2016). Malgré une meilleure conjoncture laitière qu'en début d'année, l'été chaud et sec, qui a frappé le nord et le centre de l'Europe, a obligé les éleveurs à réformer davantage de vaches pour ajuster leur troupeau aux disponibilités fourragères. La situation pourrait se poursuivre dans les prochaines semaines, même si un peu partout, des aides exceptionnelles sont débloquées pour aider les éleveurs à compenser le manque de fourrages.

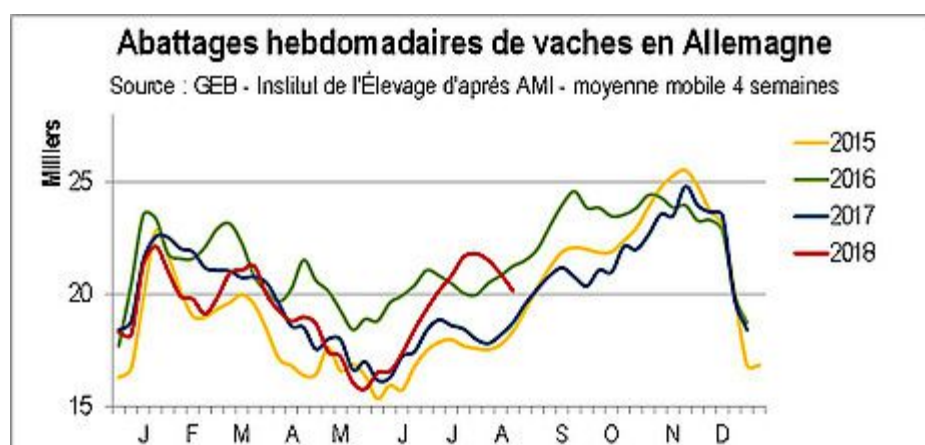


### Allemagne : le nombre de réformes a progressé durant l'été

En Allemagne, les réformes des vaches ont rebondi depuis le courant du mois de juin. Si le rythme des abattages tend désormais à se réduire, la dynamique reste encore importante. Sur les huit dernières semaines connues, les abattages sont en hausse par rapport à l'année dernière (+10% /2017) et équivalent au haut niveau de 2016 lié à la crise laitière.

Cette offre plus abondante, liée à l'épisode de sécheresse, donc peu habituelle à cette période de l'année, a fait pression sur les cours. Début septembre, la cotation de la vache O atteignait 2,82 €/kg de carcasse (stable par rapport mois précédent, mais -12% /2017). Elle passe ainsi à nouveau sous les prix français. Les cotations des vaches R (3,32 €/kg de carcasse) et P (2,55 €) sont également dégradées (-11% /2017 pour les deux).

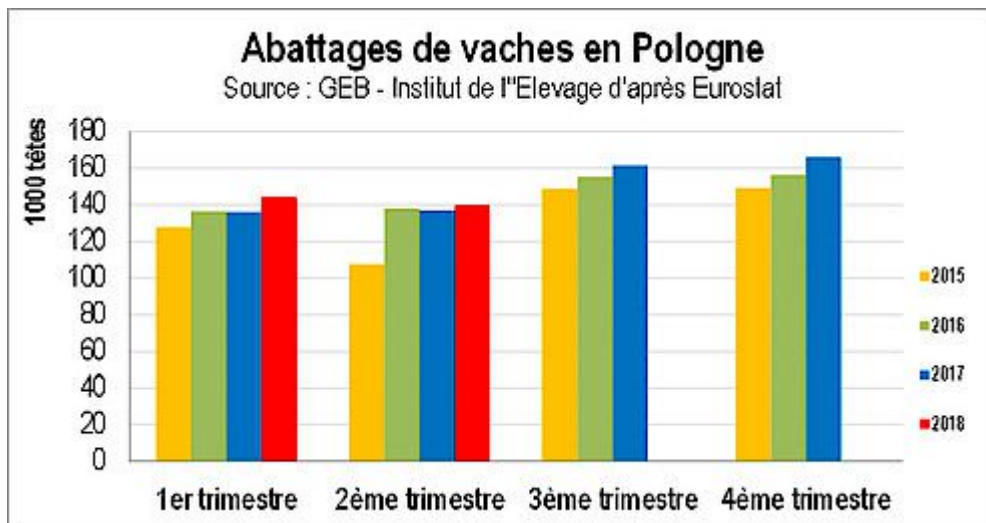
La demande de l'industrie d'abattage plus dynamique et la réduction du rythme des réformes en cette rentrée freinent désormais la baisse, mais pour combien de temps ? L'Institut de Thünen prévoit une poursuite de la hausse des abattages de vaches au second semestre.



Suivant les régions et l'intensité de la sécheresse, de nombreuses mesures seront mises en œuvre, notamment concernant l'approvisionnement en fourrages (soutien aux achats d'aliments pour animaux et aux échanges d'aliments entre régions, subventions au transport pour le fourrage grossier, éventuellement soutien logistique ; possibilité pour les exploitations biologiques d'utiliser exceptionnellement des fourrages conventionnels...).

## Pologne : un rythme de réforme moins soutenu au second trimestre

En Pologne, après un premier trimestre de réformes en progression en lien avec la poursuite de la restructuration laitière, le rythme se stabilise. Sur le deuxième trimestre de 2018, les abattages de vaches ont progressé légèrement par rapport à la même période de 2017 (+1%) et sont stables par rapport 2016. Sur le dernier mois connu, ils sont même en retrait (-4% /juin 2017).



Contrairement au début d'année, les réformes polonaises ont peu bénéficié de la meilleure valorisation sur le marché européen qu'elles avaient connue jusque-là. La hausse des disponibilités de réformes un peu partout en Europe n'y est pas étrangère. La cotation de la vache O polonaise s'établit à 2,85 €/kg de carcasse en semaine 35 (+3% /2017 et +1% /mois précédent).

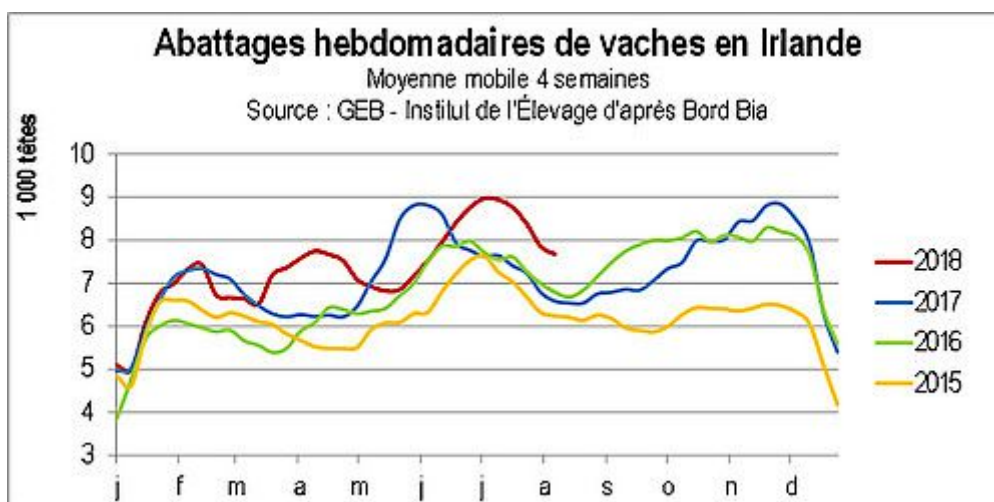
La Pologne a également été durement frappée par la sécheresse. La constitution des stocks hivernaux de fourrages a sérieusement été mise à mal et pourrait avoir des effets sur les taux de réformes dans les mois à venir.

## Irlande : les réformes abondantes finissent par faire baisser les cours

Après avoir connu une faible pousse de l'herbe jusqu'au début du printemps (notamment dans la moitié sud du pays), l'Irlande a été touchée par un été chaud et sec entraînant des inquiétudes supplémentaires quant à la disponibilité de fourrages dans les mois à venir.

Les abattages de vaches ont ainsi été dynamiques tout au long de l'été, atteignant même des niveaux record courant juillet. D'après les données de Bord Bia, sur les huit dernières semaines connues (semaines 27 à 34), 65 000 vaches ont été abattues, soit +12% /2017 et +17% /2016. Depuis le début de l'année, ce sont plus de 250 000 vaches qui ont été abattues (+5% /2017, +9% /2016).

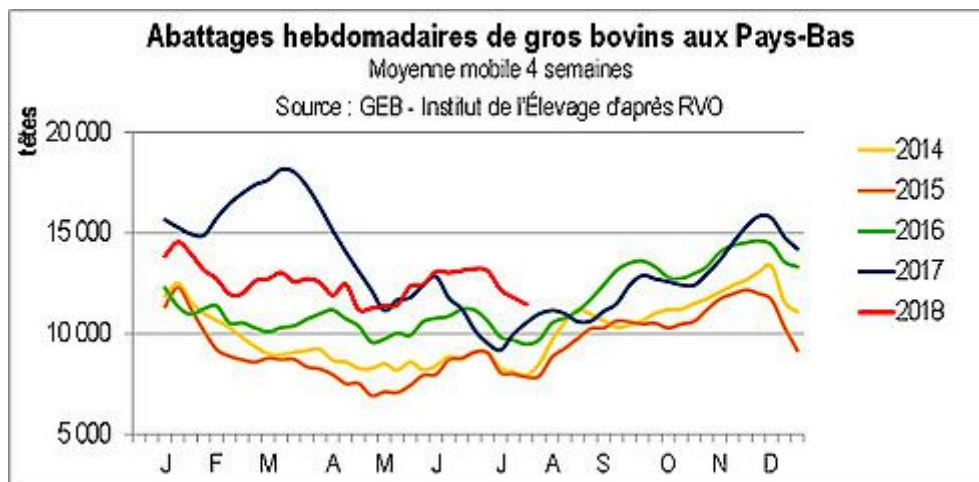
Alors que les prix avaient été soutenus avant l'été par la demande croissante pour la viande de transformation, au Royaume-Uni comme en Europe continentale, cette disponibilité accrue de réformes pour la saison a fait nettement baisser les cours. Ainsi, la cotation de la vache O irlandaise est repassée en dessous de celle de son homologue française en semaine 27. Pour la dernière cotation connue (semaine 35), les cours de la vache O s'établissent à 3,07 €/kg de carcasse (-2% /2017), soit 20 centimes de moins que les cours français. Même constat pour la vache R dont les cours peinent à atteindre 3,30 €/kg de carcasse (-2% /2017).





## Pays-Bas : l'abondance de réformes finit par faire flancher les prix

Le nombre d'abattages est élevé depuis le début de l'année (+17% /2016 sur les 32 premières semaines de l'année, la comparaison à 2017 n'est pas significative en raison des abattages exceptionnels imputables en 2017 à la mise en conformité des élevages avec la réglementation environnementale. Sur les quatre dernières semaines connues, les abattages ont été supérieurs à ceux de la même période des quatre années précédentes.



Cette abondance de l'offre sur le marché néerlandais, cumulée à une hausse globale de l'offre en Europe, a fini par peser sur les cours. La cotation de la vache O s'établit à 2,63 €/kg de carcasse fin août -12% /2017 ; = /2016). Elle est à nouveau repassée sous les prix pratiqués en Pologne (22 centimes/kg de carcasse d'écart en semaine 35).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

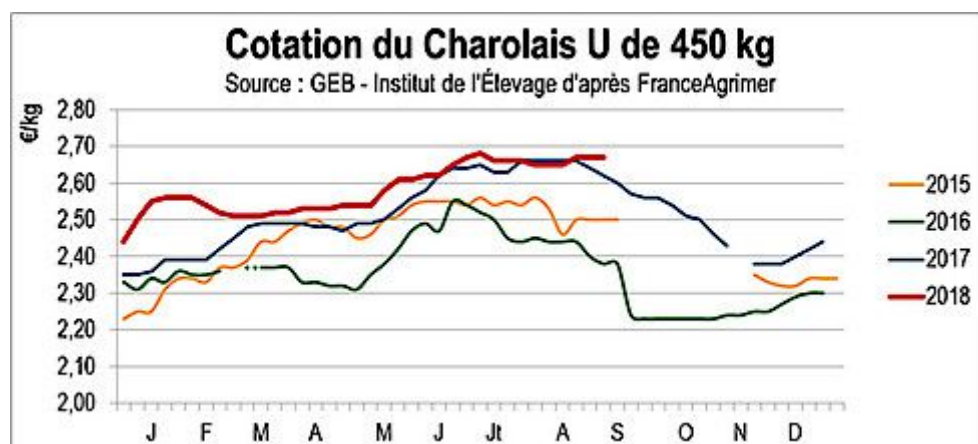
## Maigre, le marché reste ferme

Les cours des broutards sont restés élevés durant tout le 1er semestre en raison de disponibilités limitées. Les cours devraient se maintenir au 2nd semestre malgré les difficultés sur les marchés tiers.

### Vers une baisse saisonnière des cours limitée

Le marché des bovins maigres en France est globalement tendu depuis le 2<sup>nd</sup> semestre 2017, avec des cotations qui se maintiennent à un niveau relativement élevé. Les sorties de broutards vont atteindre leur pic saisonnier dans les semaines à venir. Mais au vu des effectifs limités en élevage, le repli saisonnier des cours devrait être modéré. Il a commencé en races limousine et croisée : le Limousin E de 300 kg cotait 3,07 €/kg en semaine 36, soit -5 centimes en 4 semaines, mais toujours +4% /2017. De même le Croisé U de 300 kg cotait 2,91 €/kg en semaine 36 soit -3 centimes en 4 semaines mais +5% /2017.

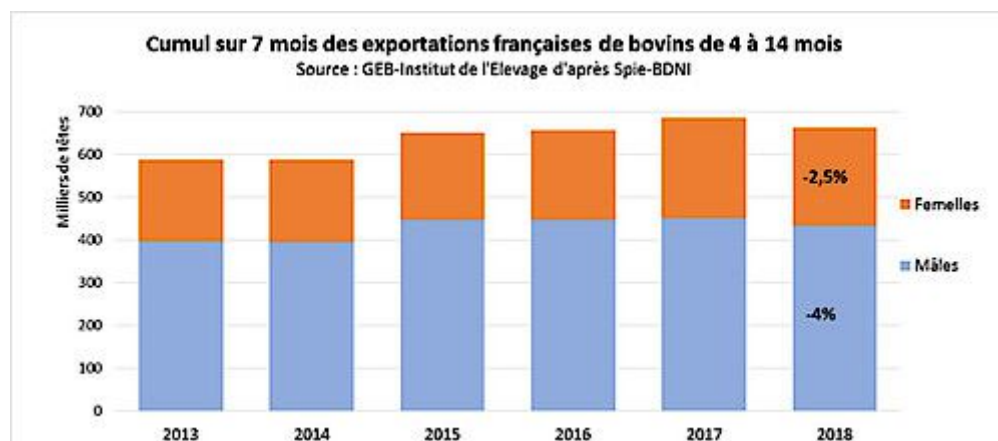
En race charolaise, les cours s'orientent à la baisse dans les catégories légères alors que ceux des animaux lourds, correspondant le mieux au marché italien, se maintiennent à leur niveau élevé. Le Charolais U de 300 kg cotait 2,89 €/kg en semaine 36 soit -10 centimes en 4 semaines mais +2% /2017. Le Charolais U de 450 kg cotait 2,57 €/kg en semaine 36 soit +2 centimes en 4 semaines et +4% /2017.



Cet écart entre l'évolution des différentes catégories de Charolais s'explique par la baisse des naissances au 2<sup>nd</sup> semestre 2017 qui a entraîné un fort recul des disponibilités en Charolais lourds. Les effectifs de mâles charolais de 6-12 mois présents dans les exploitations françaises au 1<sup>er</sup> août étaient en recul de 14% /2017 (soit près de 44 000 animaux en moins) et de 15% /2016. Les effectifs de Limousins étaient également en recul de 10% soit -15 500 têtes et les Croisés de 5% soit -5 000 têtes.

### Exportations en recul à un niveau qui reste élevé

D'après les informations de la BDNI\* les exportations françaises de bovins de 4 à 14 mois sont en recul de -3,5% sur 7 mois par rapport aux niveaux record de 2017, mais le nombre d'animaux exportés reste supérieur aux années précédentes +1% /2016 et +2% /2015. Le repli des exportations concerne principalement les mâles (-4% /2017 sur 7 mois), mais également à présent les femelles (-2,5% /2017 sur 7 mois) dont les envois restent cependant à des niveaux historiquement élevés (+9% /2016, +13% /2015).

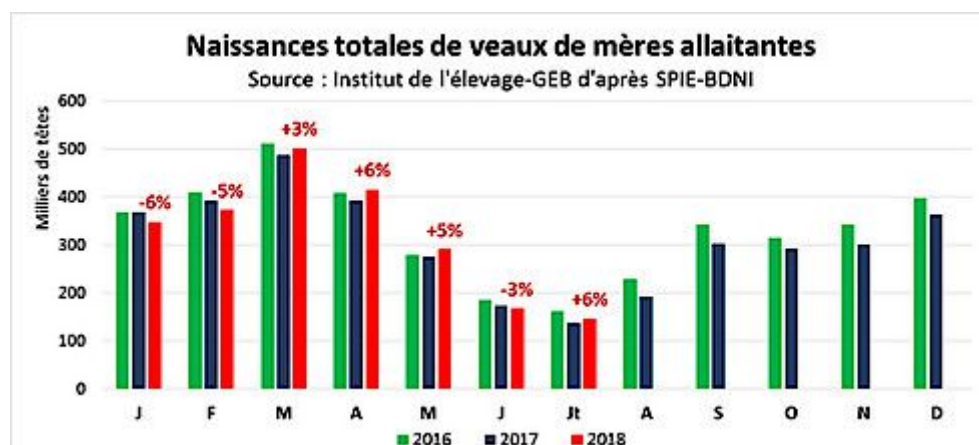


La base de données Bovex\* nous renseigne sur la destination des animaux exportés au sein de l'UE. Sur 7 mois, les envois de bovins français de 4 à 14 mois vers l'Italie ont reculé de -4,5% /2017, un recul qui touche uniquement les envois de bovins vers l'Espagne ont reculé de -2,5% par rapport à leur haut niveau de 2017. Ceci s'explique par l'effondrement des exportations de génisses (-16% /2017 sur 7 mois) que la nouvelle progression des envois de mâles (+3% /2017) ne compense pas complètement.

Les exportations françaises de bovins maigres vers les pays tiers ont progressé sur 7 mois, à 32 500 têtes (+17% /2017). Ceci s'explique par la forte progression des envois vers l'Algérie sur le 1<sup>er</sup> semestre (25 000 animaux maigres français, x3/ 2017). Depuis juin le commerce avec les pays tiers est en revanche très calme. D'une part le marché algérien est fermé aux animaux maigres suite à la découverte de foyers de fièvre aphteuse, d'autre part la France peine à saisir certaines opportunités à l'export. En effet les broutards français sont plus chers que la concurrence et les opérateurs rencontrent des difficultés à rassembler des animaux vaccinés contre le sérotype 4 de la FCO, un sésame important pour l'export hors de l'UE. Au vu de l'expansion du sérotype 4 de la FCO, le système quarantaine + PCR est trop risqué pour les exportateurs. Sur juillet-août seuls la Tunisie (3 000 têtes) et le Liban (1 500 têtes) ont reçu des animaux français.

## Naissances au 2<sup>nd</sup> semestre : vers un niveau intermédiaire

Les naissances de veaux de races allaitantes, après s'être effondrées au 2<sup>nd</sup> semestre 2017 (-12% /2016), ont retrouvé au 1<sup>er</sup> semestre 2018 leur niveau de l'année précédente, malgré des effectifs de vaches allaitantes en baisse au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (-2,3% /2017). La présence au 1<sup>er</sup> janvier 2018 d'un grand nombre de génisses amouillantes (+0,6% /2017) et de nombreuses vaches au vêlage retardé ont permis de compenser la baisse du cheptel.



La situation était bien différente au 1<sup>er</sup> juillet 2018, les effectifs de vaches étaient toujours en baisse de -2,3% /2017, mais cette fois les effectifs de génisses allaitantes de 24-36 mois étaient également moindres (-2,6%/2017). Ainsi le potentiel de naissances dans le cheptel allaitant semble limité pour le 2<sup>nd</sup> semestre 2018. Les naissances devraient néanmoins atteindre un niveau intermédiaire entre l'année 2016 (1,78 million de têtes) marquée par un cheptel très étoffé et 2017 marquée par une chute majeure et généralisée de la fertilité des vaches (1,59 million de têtes).

## Un marché des broutards qui restera ferme

La fermeture du marché algérien et les difficultés de l'économie turque sont des menaces pour la stabilité du marché des broutards d'ici la fin de l'année. Un arrêt des achats de la Turquie pourrait accentuer la concurrence des broutards européens (Irlande, UE de l'est) sur les marchés des broutards français sur la fin d'année. Par ailleurs, entre prix des broutards élevés et sécheresse, les mises en place de JB s'annoncent réduites dans les ateliers français. Néanmoins la baisse des disponibilités en broutards français et le dynamisme des marchés italiens et espagnols devraient soutenir les cours, notamment pour les femelles et les animaux lourds de qualité supérieure.

*\*Depuis mars 2018 des incohérences dans les données douanières nous empêchent de diffuser les informations habituelles sur l'export de broutards. Nous nous sommes rapprochés des services de l'État afin d'éclaircir au plus vite ces incertitudes.*

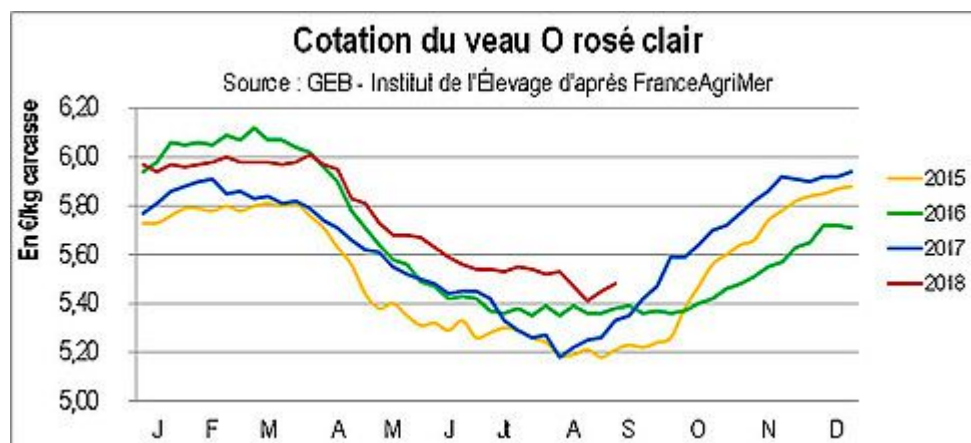
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

## Veau de boucherie, premier semestre plutôt positif

Après une production européenne dynamique au 1er semestre, la filière veau de boucherie a plutôt bien maîtrisé le creux estival. En France, la valorisation des veaux croisés lait viande reste problématique.

### En France, un creux estival maîtrisé mais une situation contrastée

La baisse estivale de la cotation du veau rosé clair O, représentatif de l'évolution du marché des veaux laitiers, a été beaucoup moins marquée que les années précédentes. A 5,48 €/kg en semaine 35, elle dépassait de 15 centimes son niveau de l'an dernier (+2,8% /2017). De janvier à août, la cotation était en moyenne de 5,75 €, soit 2,9% de plus qu'en 2017 et 0,8% de plus qu'en 2016.



En revanche, le marché des veaux croisés de mère laitière et de père allaitant, est toujours morose, du fait des naissances en hausse. La cotation du veau R rosé clair est demeurée stable cet été autour de 6,08 €/kg (+3,9% / 2017 ; -2,4% / 2016). En moyenne, de janvier à août, la cotation du veau R rosé clair se situe à 6,29 € (+1,6% /2017 et -0,5% /2016). On attend maintenant que le marché reparte à la hausse courant septembre.

Ces dynamiques opposées entre cotations des veaux O et R illustrent le changement de composition des effectifs de veaux nourrissons, dont les acteurs de la filière veau de boucherie peinent à tirer parti.

En juillet, d'après les données de la BDNI-NORMABEV, les abattages bruts de veaux sont tombés à 92 065 têtes, proches de leur niveau de 2017 (-0,1%). Après ce creux habituel, ils ont probablement augmenté en août, notamment pour répondre à la demande en restauration collective.

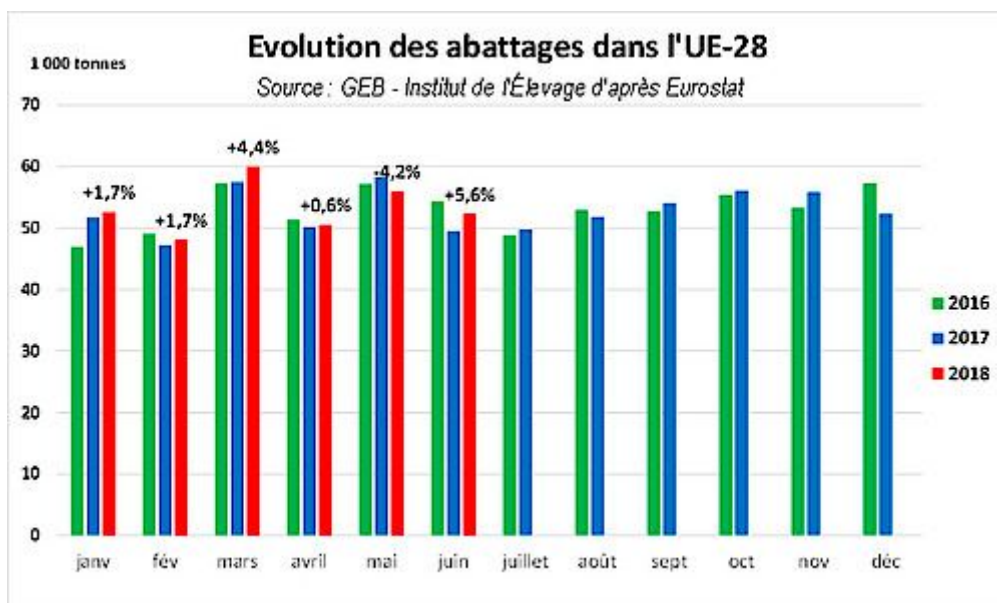
Sur les sept premiers mois de l'année, les abattages de veaux totalisent 732 000 têtes. Le maintien des abattages par rapport à 2017 masque une réduction de 1,7% de la production de veaux nés et engraisés en France, contrebalancée par la progression des abattages de veaux nés et engraisés à l'étranger. La baisse des abattages de veaux nés, élevés et abattus en France est structurelle et liée au développement des exports de veaux nourrissons (voir article veaux nourrissons) et à la baisse de la consommation française de veau.

Le poids carcasse, quant à lui, est stable sur la période janvier-juillet avec une moyenne de 142,6 kg/tête, similaire à celle de 2017.

### Légère hausse des abattages européens au premier semestre

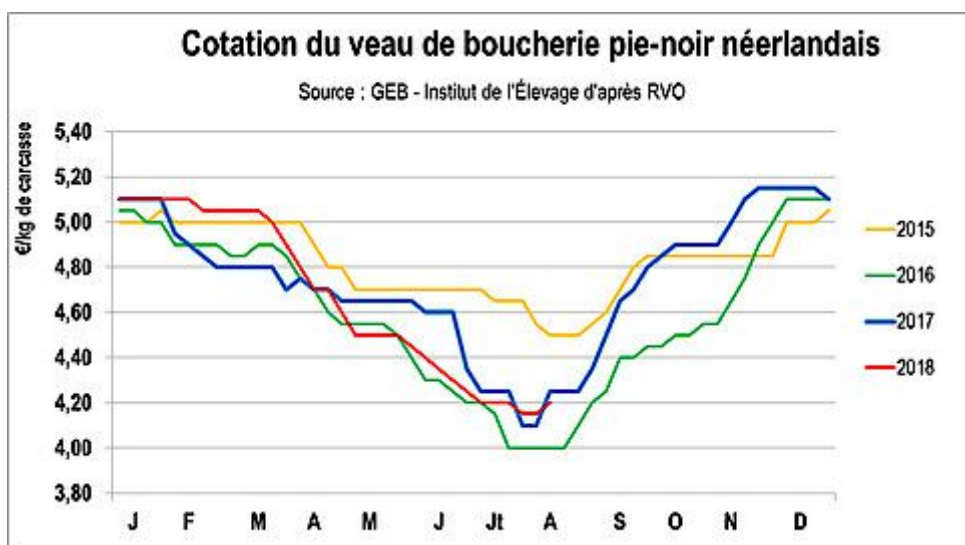
En juin, les abattages de veaux de boucherie dans l'UE-28 ont baissé légèrement par rapport à mai, mais ils dépassent de 5,6% ceux de juin 2017. Au 1<sup>er</sup> semestre, le cumul des abattages, stable en effectif, atteint 319 000 téc (+1,6% /2017 et +0,9% / 2016). Cette légère hausse est principalement due à la poursuite de l'alourdissement des veaux, avec une moyenne au 1<sup>er</sup> semestre de 144 kg/tête (+1,4% / 2017 ou +2 kg / 2017). Reste à savoir si cette tendance se prolongera au 2<sup>nd</sup> semestre.



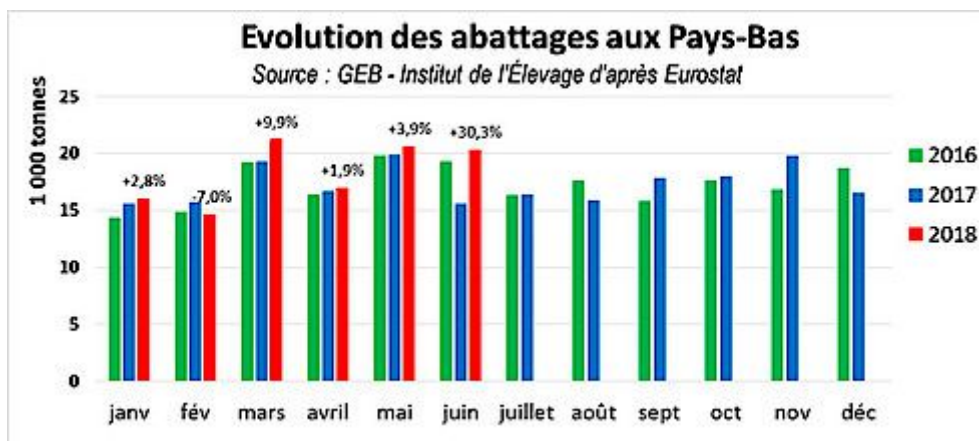


## Pays-Bas : marché équilibré

Au mois d'août, la cotation du veau de boucherie pie-noir a entamé sa remontée saisonnière. Cette augmentation est liée à celle de la consommation avec le retour progressif des vacanciers européens. De janvier à mi-août, la cotation moyenne, égale à 4,67 €/kg, a été stable par rapport à 2017 et 2016.



En juin, la production abattue s'est maintenue à 126 000 têtes (+27% / 2017), et elle n'enregistre qu'une faible baisse de -1,6% par rapport à mai. Sur le 1er semestre, la production abattue atteint 707 000 têtes, en hausse de +4,6% par rapport à l'année passée et de +6,8% en t.c. En effet, l'alourdissement des veaux s'accroît. Avec un poids moyen de 151 kg/tête contre 143 kg dans l'UE- 28 en 2017, les Pays-Bas présentaient déjà des veaux plus lourds à l'abattage. En 2018, le mouvement s'accroît avec une progression de +2,6% au 1er semestre, portant le poids moyen des veaux à 156 kg/tête contre 152 kg/tête en 2017.



Les acteurs de la transformation et de la distribution du veau participent également au dynamisme de la filière. Ainsi, l'association néerlandaise de l'industrie de la viande (*COV : Centrale Organisatie voor de Vleesindustrie*) a obtenu en 2017 une subvention européenne de près d'un million et demi d'euros pour une campagne à 2M € sur 3 ans pour promouvoir la viande de veau européenne en dehors de l'UE. Le projet « *Veal from Europe : A trusted tradition* » cible trois pays : Canada, Etats-Unis et Japon. En juillet et en août, divers salons y ont accueilli des stands sur lesquels le veau néerlandais était à l'honneur. Cette démarche témoigne d'une volonté des professionnels de la filière au Pays-Bas de "booster" les exports de veau au-delà du marché européen dont la demande progresse peu. Les pays visés ont en commun un large bassin de consommation au fort pouvoir d'achat.

#### **Production stable en Belgique**

En Belgique, la production abattue est stable à 30 300 téc au 1<sup>er</sup> semestre, malgré la baisse d'activité en juin. La réduction des abattages en têtes à 179 000 sur les six mois (-2,7% /2017 ; -1,6% /2016) est contrebalancée par la hausse du poids des carcasses. Bien que déjà les plus lourds au sein de l'UE, les veaux de boucherie belges ont encore été alourdis à 170 kg/tête au 1<sup>er</sup> semestre 2018 (+4 kg/tête /2017 ; +6 kg/tête /2016).

---

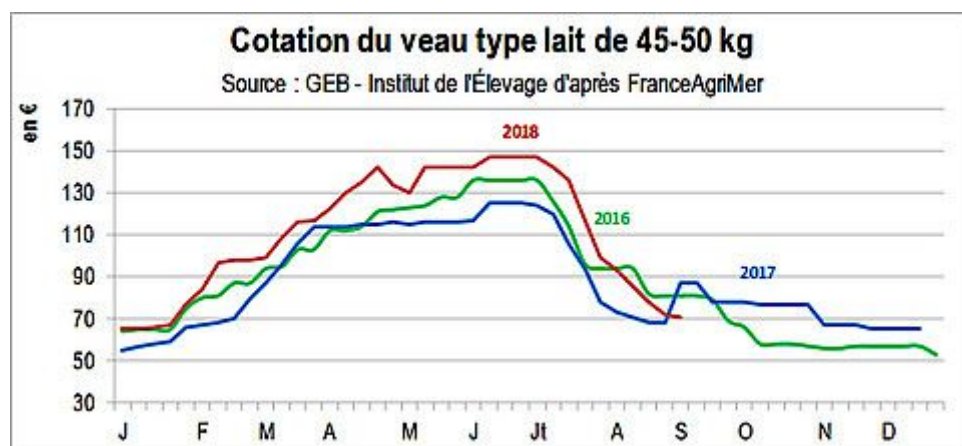
*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)*

## Veaux nourrissons : baisse saisonnière marquée des cotations

Les cotations élevées du début d'année, contrastent avec la forte baisse saisonnière pour les veaux de type lait. L'afflux de naissances pénalise particulièrement les cotations des veaux croisés lait viande qui encombrant le marché. La hausse des importations espagnoles a fait bondir le solde positif de la balance des échanges français de veau de 27%.

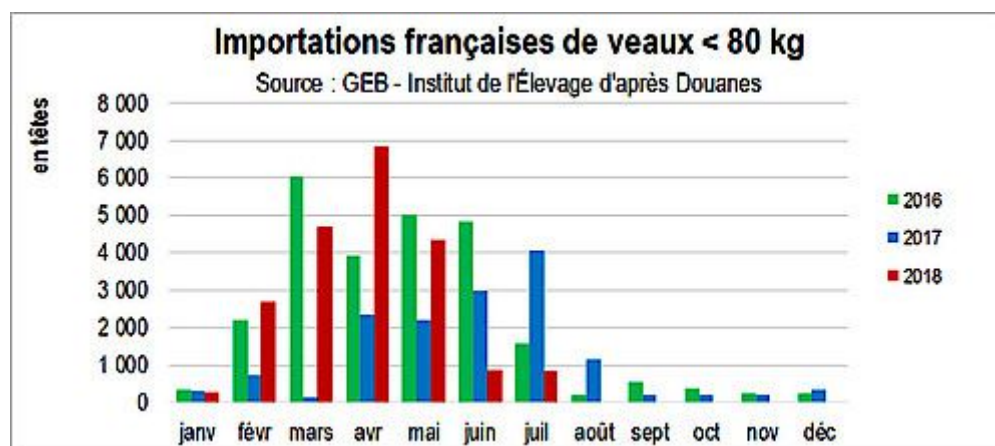
Après un début d'année marqué par des prix plus élevés que les deux années précédentes, la cotation du veau mâle type 45-50 kg a rapidement chuté à partir de la mi-juillet. Cette baisse saisonnière, liée à la reprise des vêlages laitiers et au ralentissement des mises en place de veaux de boucherie, a ramené les prix en deçà de leur niveau de 2017 et 2016. À 71 € début septembre, le veau type lait de 45-50 kg valait 16 € de moins qu'en 2017 la même semaine. Égale à 112 € sur les huit premiers mois de l'année, la cotation moyenne reste supérieure de 18% à celle de 2017 qui était de 95 €.

En juillet 2018, le cumul des naissances de veaux laitiers s'élève à 1,41 million têtes. Si ce chiffre global est stable entre 2017 et 2018, ce n'est pas le cas pour les veaux croisés lait x viande dont l'effectif continue de croître (+5% /2017) à 355 000 naissances. Cette tendance pénalise la cotation des veaux de boucherie croisés dont le marché est de plus en plus encombré (voir article veau de boucherie).



## Commerce extérieur : retour au calme des importations et progression des exportations

Au printemps, la mise en place de veaux de moins de 80 kg pour des abattages en fin d'année, conjuguée aux importations espagnoles, a tiré les importations à la hausse. En juin et juillet, la reprise des vêlages en France ainsi que la réduction des mises en place par les intégrateurs ont contenu les importations, tombées à 850 puis 815 têtes, soit respectivement -80 et -70% /2017. Malgré cette accalmie, l'effectif cumulé de veaux importés atteint les 20 500 têtes, soit 60% de plus qu'en 2017 sur la même période.



En juillet, les exportations de veaux nourrissons ont atteint 15 300 têtes (+25% / 2017). Elles ont ainsi poursuivi la progression observée au premier semestre, durant lequel 129 000 têtes de veaux de moins de 80 kg ont été exportées (+30% / 2017). Les expéditions vers l'Espagne, qui comptent pour près de 94% de cet effectif depuis janvier, ne faiblissent pas. Ces exportations ainsi que la baisse des naissances de veaux laitiers purs (+0,8% /2017 et -7% /2016) ont concurrencé les achats français, dopant les importations en début d'année.

En juillet, les importations ont été largement compensées par la progression des exportations, portant le solde des échanges de veaux nourrissons à 14 500 têtes (+77% / 2017). Cette forte hausse renforce l'évolution positive du solde des échanges qui est passé à 109 000 têtes sur les sept premiers mois de 2018 (+27% /2017).

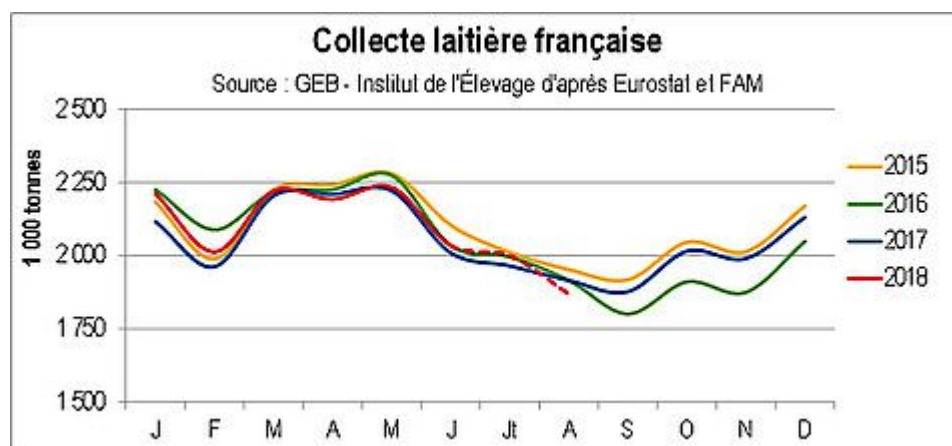
## Collecte laitière : croissance stoppée par le long épisode de sécheresse

La sécheresse et la canicule ont impacté la production laitière dans presque tous les Etats membres de l'UE-28, avec des répercussions plus prononcées au Nord qu'au Sud : cheptels réduits, croissance laitière ralentie sont les premiers effets qui peuvent en retour soulager les marchés et améliorer de nouveau le prix du lait à la production.

### Collecte contenue en France

En France, l'été exceptionnellement chaud et sec a diversement affecté la production laitière. Après avoir été conforme à la baisse tendancielle en juillet, la collecte nationale a fortement fléchi en août. Elle a reculé de 2% d'une année sur l'autre d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer, auquel cas, elle serait repassée sous bas niveau de 2016. Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, elle avait modestement progressé par rapport au bas niveau de 2017(+1,4%), se situant ainsi très en-deçà du haut niveau de 2014 (-2,7%).

Après avoir surtout affecté la production herbagère dans l'Est en juillet, le long épisode de sécheresse et de canicule a pénalisé en août la pousse de l'herbe sur presque tout le territoire. Ainsi, au 20 août, la production cumulée de l'herbe était très déficitaire dans le Grand Est, en Bourgogne-France Comté, dans les Hauts de France et en Normandie. Ailleurs elle était encore conforme à la normale.



### Cheptel laitier français optimisé

Dans les régions les plus touchées, les éleveurs ont dû puiser plus tôt et plus abondamment dans leurs stocks fourragers, voire entamer ceux constitués ce printemps. La plupart ont aussi ajusté au plus près leur cheptel laitier pour économiser au maximum leurs réserves fourragères. Les réformes de vaches laitières ont été exceptionnellement abondantes cet été. Dans le même temps, les entrées en production de génisses ont été plus nombreuses (+3% /2017), mais insuffisantes pour compenser l'afflux momentané de réformes.

Ainsi le cheptel national de vaches laitières a enregistré une baisse saisonnière marquée passant de -0,6% /2017 début juillet à -0,8% au 1<sup>er</sup> août 2018, d'après les données du SPI-BDNI. Le tassement du cheptel est très marqué dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté. L'érosion demeure toujours aussi prononcée en Nouvelle Aquitaine, en Occitanie et en PACA où la déprise laitière se poursuit. En revanche, les effectifs de vaches sont demeurés stables dans le Grand Ouest, et plus étoffés en Normandie de même que dans les Hauts de France (+0,4% /2017), malgré des conditions climatiques plutôt défavorables.

### L'Europe du Nord pénalisée par la sécheresse

La canicule et la sécheresse estivales ont aussi affecté la production laitière dans presque toute l'Europe du Nord, à l'exception du Danemark (+2,5% en juillet).

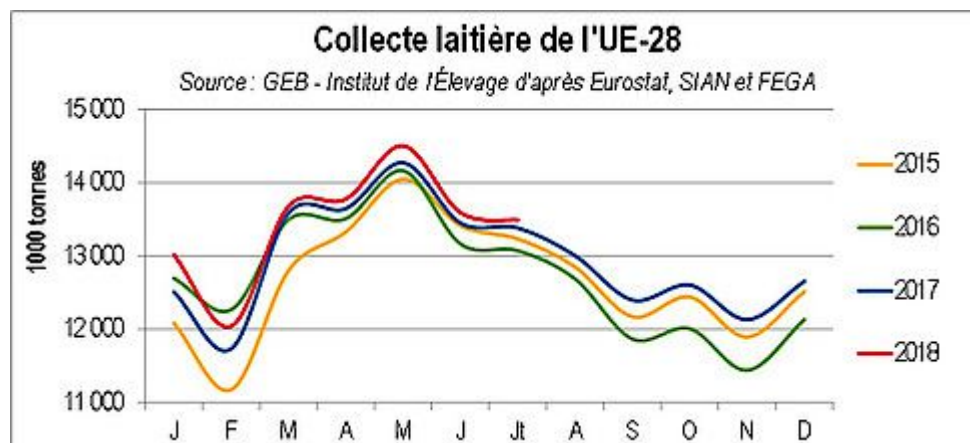
En Allemagne, la collecte a connu une baisse saisonnière prononcée en août (-0,7% /2017), après avoir plutôt bien résisté en juillet. Elle est ainsi retombée au niveau de 2016. De nombreux éleveurs ont aussi réformé prématurément les vaches non gestantes en fin de lactation pour économiser leurs stocks fourragers. Malgré cela, ils doivent puiser dans leurs stocks d'hiver et certains sont contraints d'acheter de la nourriture supplémentaire de médiocre qualité (paille) à des prix élevés.

Aux Pays-Bas, la sécheresse n'a pas affecté la trajectoire de la production laitière qui reste surtout contrainte par la mise aux normes des élevages aux réglementations sur les déjections de phosphate. Elle est demeurée sensiblement inférieure à celle des deux années précédentes : -1,2% /2017 et juillet après -1,4% au 1<sup>er</sup> semestre 2018.



Les îles britanniques subissent une série d'incidents climatiques : hiver rigoureux, suivi d'un printemps très humide puis d'un été exceptionnellement sec. Au **Royaume-Uni**, la production est retombée en août au niveau de 2017 après avoir été dynamique en juin et juillet 2018 (+1,5% /2017). En **Irlande**, la collecte laitière a cédé 3% en juillet après avoir reculé de 1,5% /2017 au printemps. Les éleveurs qui disposent d'effectifs étoffés de génisses réforment prématurément les vaches peu productives et non gestantes.

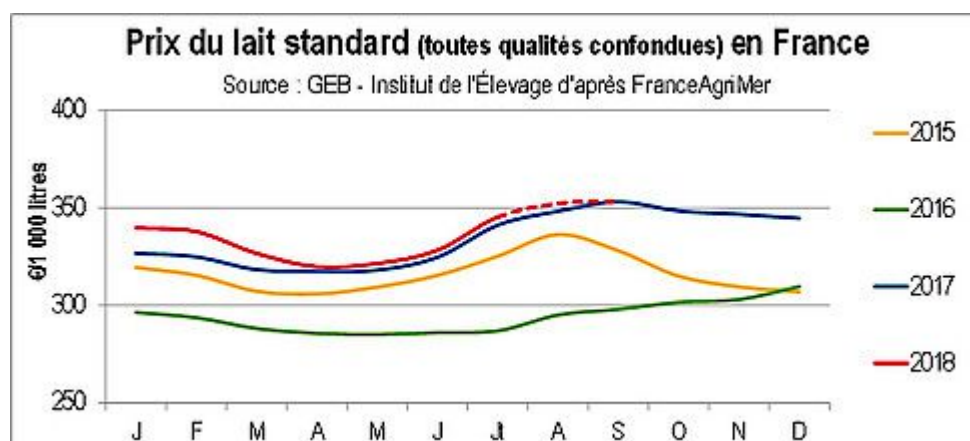
A l'Est, la **Pologne** n'est pas épargnée. Encore forte en mai (+4% /2017), la croissance de sa production laitière a chuté à +1,7% en juillet, et a été probablement encore moindre en août. Au Sud de l'UE-28, la croissance de la production laitière a également été stoppée en **Italie**, après +2,7% au 1<sup>er</sup> semestre 2018, et a été ralentie en **Espagne**, de +3,2% /2017 en juin à +1,5% en juillet.



En somme, la collecte laitière de l'UE-28 a encore progressé en juillet (+0,9% /2017), après un rythme modéré au printemps (+1,2%). Cependant, le rythme de croissance, qui a encore baissé en août d'après nos premières estimations, pourrait être nulle en septembre. Dans ce cas, la collecte pourrait passer au 4<sup>ème</sup> trimestre légèrement sous le très bon niveau de 2017. Dans l'ensemble, les éleveurs vont contenir leur troupeau pour économiser leurs stocks fourragers, avec une récolte de maïs fourrager inférieure à la normale dans de nombreuses régions. Même s'ils recourent à des achats extérieurs, la moindre qualité des fourrages achetés, composés pour une bonne part de paille (devenue très chère), affectera la qualité des rations et donc la productivité des troupeaux laitiers, et par voie de conséquence les revenus des exploitations laitières.

## Prix du lait stabilisé en France

En France, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a légèrement remonté cet été autour de 350 €/1 000 l d'après nos estimations, sous l'effet des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries. Il se situe sensiblement au-dessus de son niveau de l'été 2017 (+3 € /2017 soit +1%).



Cet été, le prix du lait valorisé en lait transformé en beurre/poudre maigre et commercialisé sur le marché européen s'est stabilisé à 312 €/1 000 l en août, après avoir progressé de 63 €/1 000 l au 1<sup>er</sup> semestre. Le prix du lait à la production pourrait se stabiliser cet automne avec des cours des ingrédients laitiers (beurre et poudre maigre) plutôt bien orientés grâce à la collecte européenne peu abondante. Auquel cas, le prix du lait standard conventionnel (hors SIQO), après avoir dépassé le niveau de l'an dernier au 1<sup>er</sup> semestre (+1,6% à 315 €/1 000 l), pourrait en revanche repasser sous le bon niveau de l'automne 2017 (334 €/1 000 l). A un tel niveau, il ne devrait pas stimuler la production laitière dans un contexte de léger renchérissement du prix des aliments concentrés et de faibles disponibilités fourragères.

## Prix du lait plutôt haussier ailleurs

En **Allemagne**, le prix du lait connaît une appréciation modeste du seul fait de la meilleure valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre. Il a regagné 11 € en deux mois à 316 €/1 000 l de lait standardisé (38 g de MG et 32 g de MP), après avoir chuté de 66 €/1 000 l en six mois. Il est désormais 7% sous son niveau de l'été 2017 et est repassé sous le prix moyen du lait standard payé aux éleveurs français.

Aux **Pays-Bas**, le prix du lait garanti aux livreurs de la coopérative FrieslandCampina est bien orienté. Il s'est apprécié de 30 €/t en 4 mois à 370 €/t en septembre, mais se situe encore 35 €/1 000 l sous celui de l'an dernier. La tendance haussière est moins nette en **Irlande** où le prix du lait standard n'a regagné que 6 €/1 000 l depuis son point bas, après avoir chuté de 60 € en six mois.

---

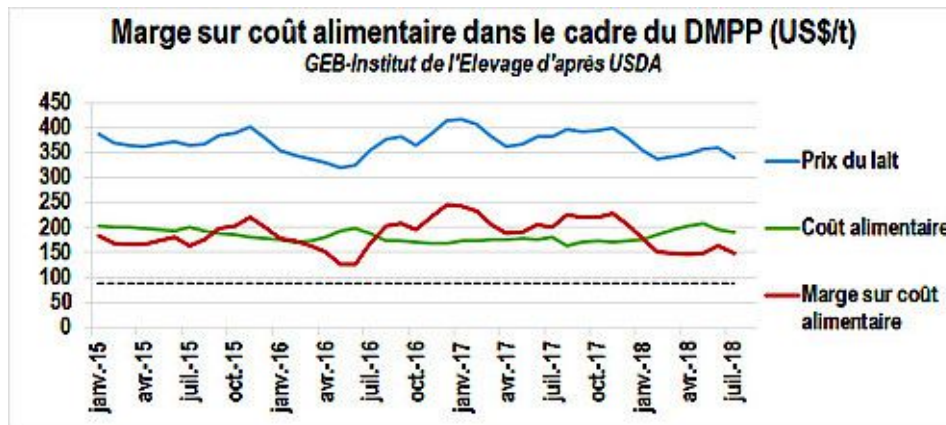
*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)*

## Collecte mondiale : croissance ralentie

La sécheresse estivale en Europe et la dégradation de la marge alimentaire aux Etats-Unis impactent le dynamisme des deux principaux bassins laitiers.

Aux États-Unis, le dynamisme laitier semble s'émuïsser. Après avoir rebondi en mai dernier, la collecte laitière a progressé faiblement cet été : +0,4% /2017 en juillet après +0,9% au 2<sup>ème</sup> trimestre et +1,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Le cheptel laitier national s'érode sensiblement, après s'être stabilisé au printemps. La production laitière a surtout reculé en Californie où les conditions climatiques extrêmes (canicule) ont affecté la productivité laitière (-2% /2017).

Par ailleurs, la dégradation de la marge alimentaire, ramenée de 222 US\$/t au 2<sup>ème</sup> semestre 2017 à moins de 155 US\$/t au 1<sup>er</sup> semestre 2018, semble émuïsser le dynamisme laitier. Cette dégradation de la marge alimentaire tient à l'évolution défavorable et concomitante du coût alimentaire (+12%) et du prix du lait (-10%).

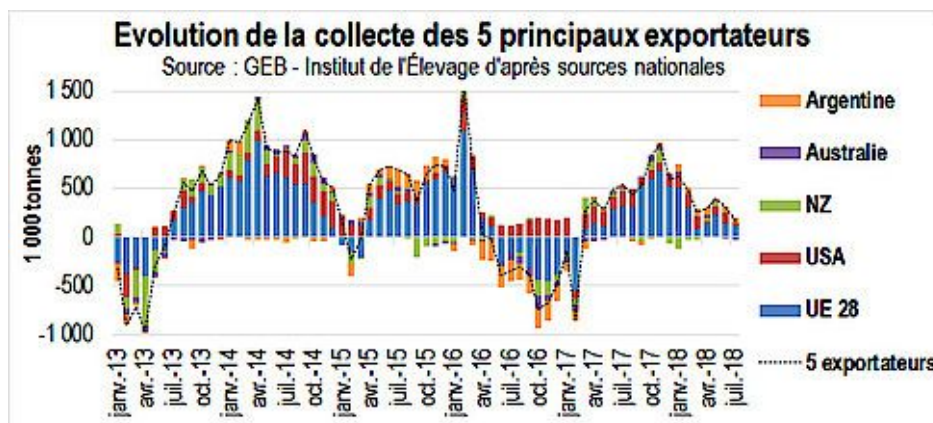


A l'inverse, la Nouvelle-Zélande enregistre un bon début de campagne 2018/19 : sa collecte a bondi en juin et juillet (+8% /2017), qui sont cependant les deux mois d'étiage en termes de production. Les éleveurs disposent de cheptels étoffés. L'hiver austral a été clément et le prix du lait reste stimulant. Le prix prévisionnel annoncé par Fonterra est légèrement supérieur à celui de la campagne précédente, respectivement 6,75 et 6,70 NZ\$/kg de matière sèche utile.

De même en Argentine les conditions climatiques et économiques sont propices à une nette reprise de production : +4% /2017 en juillet, après +7% au 1<sup>er</sup> semestre 2017. Les éleveurs bénéficient de bonnes conditions climatiques et d'un prix en forte hausse en monnaie nationale : à 7,03 pesos le litre en juillet, il a bondi de 25% en 6 mois sous l'effet de la dépréciation de moitié du peso en dollar comme en euro.

En revanche, la situation est de nouveau problématique en Australie. Des conditions climatiques extrêmement sèches ont affecté certaines régions laitières. Dans les autres régions épargnées, le foin est devenu très cher. Après le léger sursaut au 1<sup>er</sup> semestre (+2% /2017), la collecte a de nouveau décroché en juillet (-4% /2017), à la veille de la reprise saisonnière de la production laitière.

La collecte cumulée des 5 principaux exportateurs progresse plus modestement depuis juillet (+0,7% /2017 soit +168 000 t) qu'au 1<sup>er</sup> semestre (+1,6%). L'UE-28, qui était le principal contributeur à la croissance globale (2/3), pourrait laisser cette place à la Nouvelle-Zélande. Et la faible croissance de la collecte des 5 principaux exportateurs devrait se prolonger au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018.

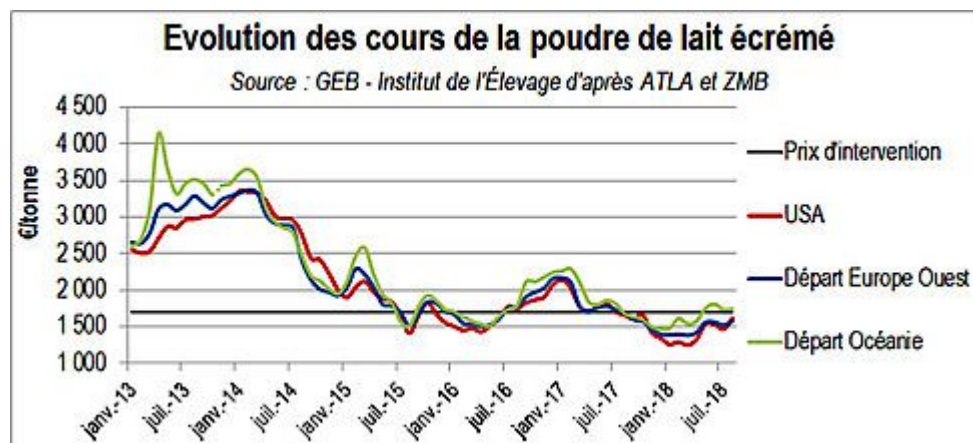


## Marchés des produits laitiers : un calme relatif

Si les cours des fromages ont progressé durant l'été, la stabilité a été de mise pour ceux du beurre et de la poudre maigre. Les conditions météorologiques défavorables de l'été dans de nombreux pays d'Europe et en Australie devraient limiter la ressource laitière en automne et soutenir les cours des produits laitiers.

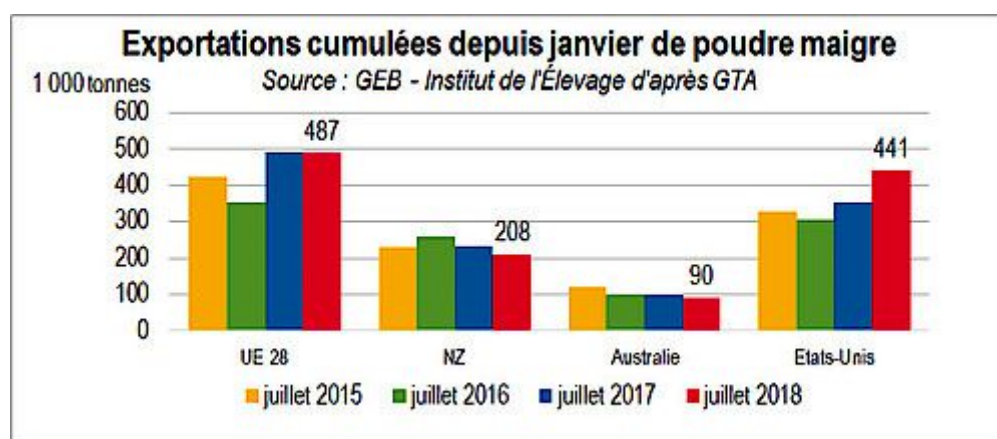
### Plafonnement des cours des protéines laitières

Après un rebond au printemps, les cours des protéines laitières ont plafonné au cours de l'été. Début septembre, la cotation ATLA de la poudre maigre affichait 1 650 €/t, un niveau à peine supérieur (+50 €) à celui atteint en juin. Le cours a rejoint son niveau de 2017 à pareille époque et se situe toujours sous le prix d'intervention (1 698 €/t). Les évolutions chez nos principaux concurrents sont divergentes. A 1 743 €/t en août (+4% /2017), le prix de la poudre néozélandaise a perdu 4% au cours des deux mois d'été. En revanche, le cours étatsunien a progressé de 10% en août pour atteindre 1 611€/t (-3% /2017) et repasser légèrement au-dessus du cours européen.



Les fabrications de poudre maigre, qui étaient très actives au 1<sup>er</sup> trimestre, tant aux États-Unis (+9% /2017) que dans l'UE-28 (+8%), ont reculé au 2<sup>ème</sup> trimestre dans les deux zones (-2% /2017). Face à une collecte moins dynamique sur la fin du semestre, les transformateurs européens et étatsuniens ont privilégié les fabrications de fromages aux débouchés plus assurés.

Les échanges internationaux sont restés dynamiques sur la fin du 1<sup>er</sup> semestre. Les exportations étatsuniennes (+25% /2017) ont compensé le recul des expéditions néozélandaises (-10% /2017), notamment vers la Chine. Les envois de l'UE-28 et de l'Australie ont stagné sur les 6 premiers mois. La demande reste forte, notamment chez les principaux importateurs face à la perspective d'un redressement des cours à l'automne.



Aux États-Unis, malgré une production en recul et des exportations actives, la chute de la consommation nationale (-25%) a engendré un rebond des stocks chez les fabricants en juin (+12% d'un mois sur l'autre). A 137 000 t au 1<sup>er</sup> juillet, ils sont repassés au-dessus de leur niveau de 2017 (+1,5%).

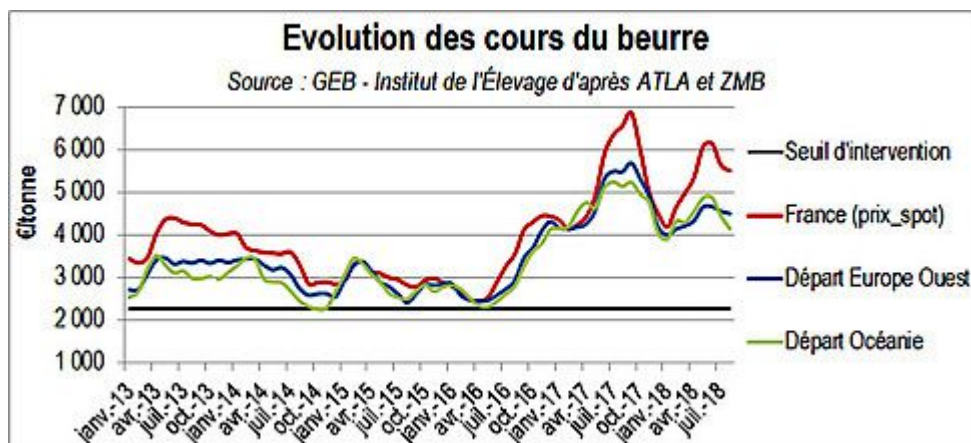
Les ventes de poudres d'intervention européennes ont été dynamiques au 2<sup>nd</sup> trimestre (90 000 t) pour porter le total des 6 premiers mois à 100 000 t. Sur juillet et août, elles ont marqué le pas : 37 000 t, dont 34 500 sur le seul mois d'août. Les stocks d'intervention publics européens sont ainsi passés sous les 300 000 t au cours de l'été. Le rythme de déstockage pourrait se maintenir voire s'intensifier en fonction de l'ampleur du reflux de la collecte européenne.



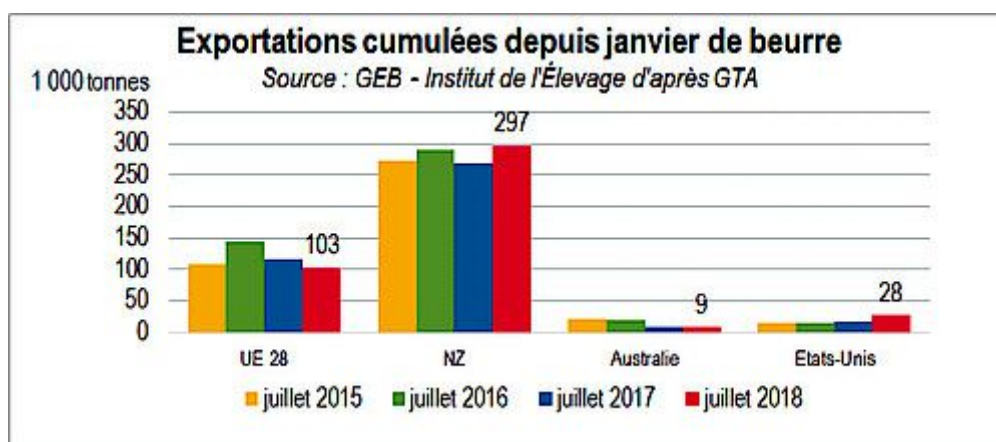
## Fébrilité des cours du beurre

La cotation ATLA du beurre vrac vendu sur le marché spot a poursuivi en juillet son repli initié au mois de juin, avant d'entamer une remontée en août. A 5 700 €/t début septembre, elle a retrouvé son niveau de début juillet 2018, mais est repassée sous son niveau de 2017, se situant alors très en-deçà son niveau de l'an dernier (-1 150 € soit -17%). Elle reste cependant élevée par rapport aux années précédentes (+45% /2016).

Le cours du beurre à l'export au départ de l'Europe de l'Ouest a poursuivi son repli. A 5 000 \$/t mi-septembre, il a reculé de 400 \$/t en deux mois et demi. Celui au départ d'Océanie a chuté de 925 \$/t en 2 mois pour afficher 4 475 \$/t au fin août. Les fabrications de beurre néozélandais semblent avoir repris avec la hausse saisonnière de la collecte en août, augmentant les exportations déjà dynamiques au 2<sup>nd</sup> trimestre (+20% /2017).



Les exportations de l'UE-28 ont fléchi à partir du printemps, avec des volumes, entre avril et juillet, 30% inférieurs à ceux enregistrés en 2017 à pareille époque. Sur les 7 premiers mois de l'année, les envois européens ont reculé de 14%. Le marché international a cependant été abondé par la Nouvelle-Zélande (+11% /2017) et les Etats-Unis (+67%) ainsi que par de nouveaux acteurs qui tirent de la fermeté des cours (Ukraine, Mexique et Inde).

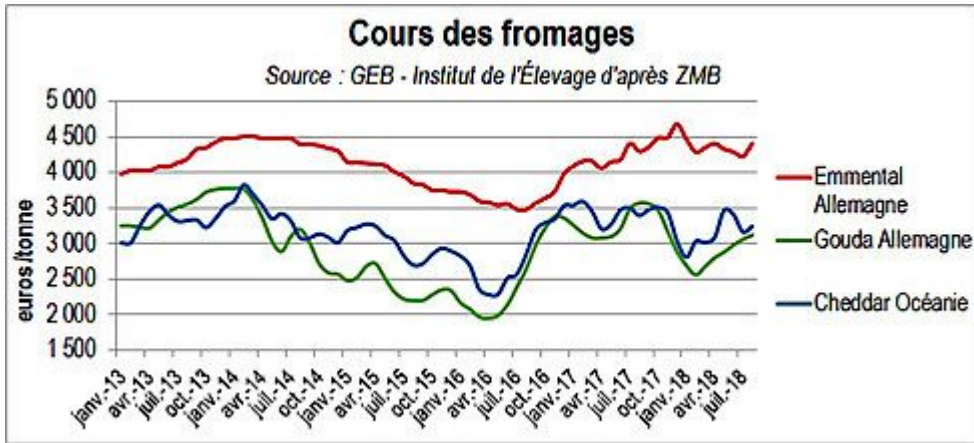


Les fabrications de beurre en Europe n'ont cessé de se réduire par rapport à 2017 et sont même repassées en juin sous leur niveau de l'année dernière (-2%). Ainsi, après un premier trimestre dynamique (+3% /2017), elles ont été équivalentes au 2<sup>ème</sup> trimestre à celles de 2017, les transformateurs privilégiant les fabrications fromagères. Les stocks européens sont toujours bas, après avoir faiblement progressé au printemps, d'après les estimations d'ATLA.

On observe une évolution inverse aux Etats-Unis, avec une production demeurée dynamique au 2<sup>ème</sup> trimestre (+5% /2017). La hausse de la consommation et des exportations a permis de réduire en juin et juillet les stocks qui n'avaient cessé de grossir depuis novembre 2017. Les volumes de beurre stockés ne sont plus que de 144 000 t (-6% /mai), mais toujours 3,5% supérieurs au niveau de 2017.

## Cours des fromages commodités bien orientés

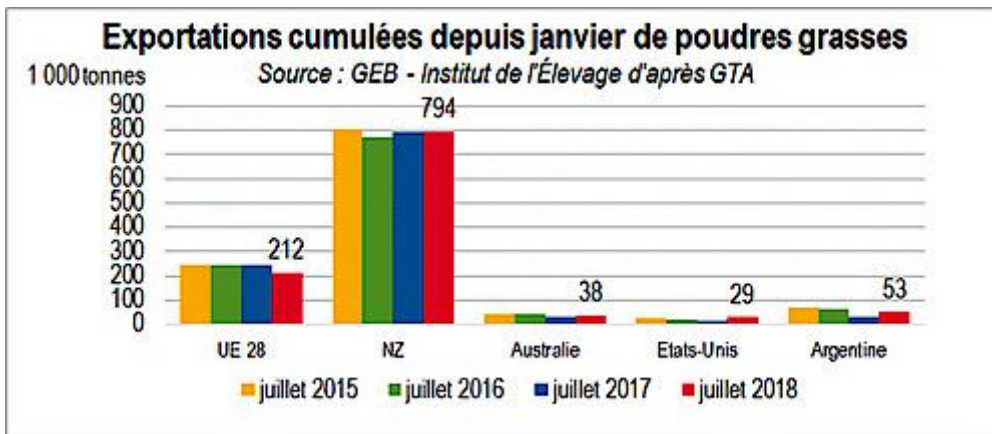
Les cours ont été orientés à la hausse en août, grâce à une demande dynamique. La cotation du gouda en Allemagne a poursuivi sa progression pour afficher 3 210 €/t en août, toujours sous son niveau de l'année dernière (-13%) mais son cours le plus élevé depuis novembre 2017. La hausse a également touché l'emmental allemand en août (+100 €/t), après 4 mois consécutifs de recul. Hors de l'Europe aussi la tendance baissière du printemps a été enrayée. Le cours du cheddar a rebondi en août aussi bien aux Etats-Unis (+160 €/t en août à 3 600 €/t) qu'en Nouvelle-Zélande (+77 €/t à 3 244 €/t).



Cette remontée des cours fait suite à un premier semestre encombré. Les fabrications sont en effet restées importantes sur la première moitié de l'année dans l'UE-28 (+2% /2017). Mais la demande intérieure atone et les exportations stables au 1er semestre ont entraîné une forte augmentation des stocks à 100 000 t fin juin. La situation est identique aux Etats-Unis : avec des fabrications en hausse et des stocks qui ont atteint des niveaux historiques. Les envois néozélandais ont reculé de 4% sur les 7 premiers mois.

## L'UE délaisse les poudres grasses

La Nouvelle-Zélande ont moins privilégié les fabrications de poudres grasses à l'approche de l'été. Après un bond de 11% /2017 au premier quadrimestre, les exportations néozélandaises ont fortement reculé à partir de mai, pour ne plus afficher que des volumes quasiment stables sur les 7 premiers mois de l'année. De leur côté, les transformateurs européens ont délaissé les fabrications de poudres grasses (-5% /2017 sur le 1<sup>er</sup> semestre), peu compétitives, ce qui a entraîné un net tassement des exportations sur pays tiers (-13% /2017 sur les 7 premiers mois de l'année).

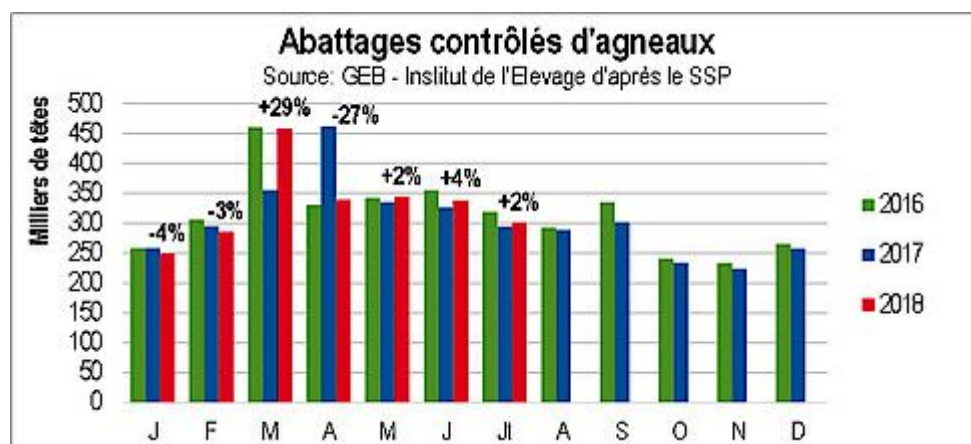


## France : La consommation de viande ovine reste morose

Déjà en repli au 1er semestre 2018, la consommation française de viande ovine a été pénalisée cet été par les fortes chaleurs.

### Les abattages d'agneaux progressent depuis le mois de mai

Après avoir reculé en début d'année (-3% /2017 en cumul de janvier à avril 2018), en raison des disponibilités limitantes en agneaux issus du cheptel allaitant (sorties retardées par les mauvaises conditions de reproduction à l'été 2017), les abattages français d'agneaux augmentent depuis le mois de mai. À 301 000 têtes en juillet, ils étaient supérieurs de 2% à leur niveau de l'année précédente. La baisse des abattages d'ovins adultes (-5% à 53 000 têtes en juillet) a toutefois limité à +1% la hausse de la production française de viande ovine le même mois (à 6 900 téc).

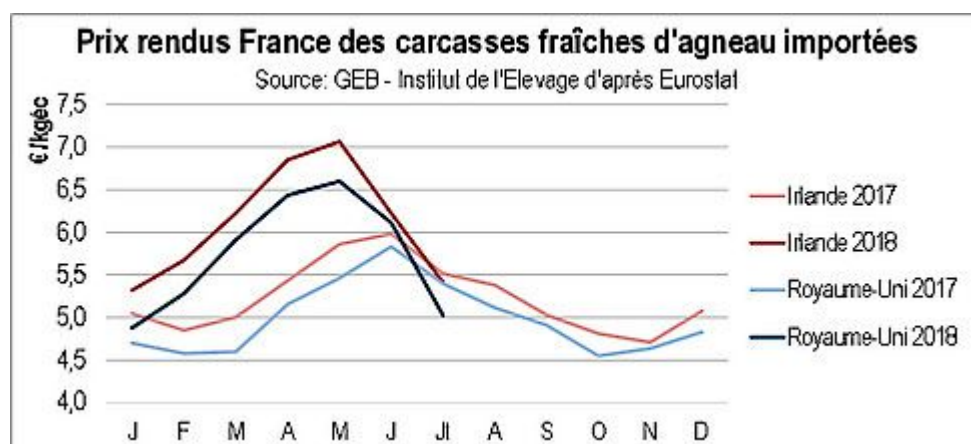


En cumul sur les 7 premiers mois de l'année, la production française de viande ovine s'est stabilisée par rapport à la même période de 2017.

### Les prix des carcasses d'agneaux importées d'outre-Manche repartent à la baisse

À 7 600 téc en juillet, les importations françaises de viande ovine ont reculé de 1% par rapport à 2017, en raison de la chute des arrivées britanniques (-17% à 2 700 téc), irlandaises (-1% à 1 700 téc) et néozélandaises (-5% à 1 400 téc). En forte progression depuis février, les achats de viande espagnole ont en revanche doublé à 1 200 téc.

Après avoir atteint des sommets en début d'année, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni et d'Irlande étaient par ailleurs en recul, à respectivement 5,03 €/kg équivalent carcasse (-7% /2017) et 5,41 €/kg éc (-2%).



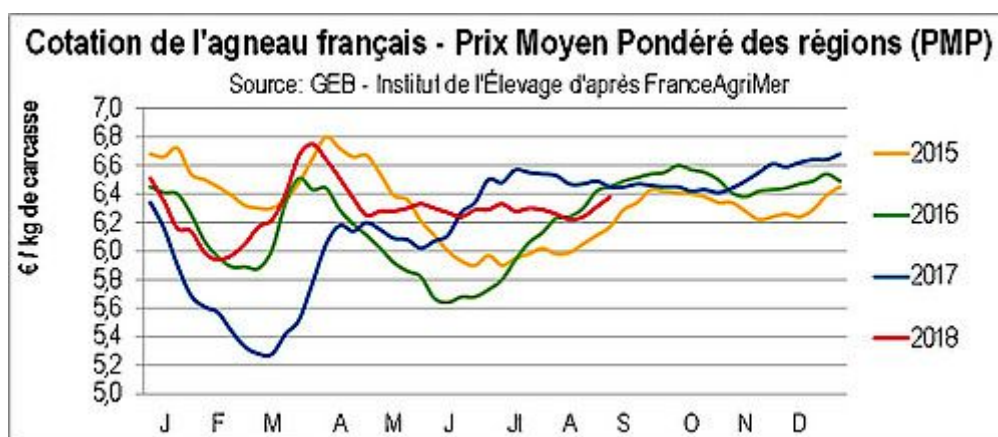
En cumul de janvier à juillet 2018, les importations françaises de viande ovine enregistrent une baisse de 4% par rapport à la même période de 2017, malgré le bond des achats de viandes espagnoles (+74% /2017).

## La vague de chaleur a pesé sur la consommation estivale

La demande française en viande ovine reste morose : en cumul de janvier à juillet, la consommation calculée par bilan (abattages + importations - exportations) a reculé de 2,5% par rapport à 2017. Les données issues du panel Kantar confirme la tendance : sur la période allant du 25 décembre 2017 au 5 août 2018, les achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont baissé de 6% par rapport à l'année précédente. Le recul a été particulièrement marqué cet été (-7,5% en juin ; -13% en juillet), les conditions caniculaires limitant la consommation de viande.

## Le cours de l'agneau reparti à la hausse

Après avoir oscillé, pendant plus de 3 mois, entre 6,25 et 6,30 €/kg de carcasse, le cours moyen de l'agneau lourd français est reparti à la hausse en août. Malgré une demande limitée en période estivale, nombre de consommateurs étant à l'étranger pour les vacances, la fête de l'Aïd (semaine du 21 août) aurait en effet eu un effet favorable sur les prix. Le manque de consommation et le retour à la baisse des prix à l'import limitent toutefois la progression de la cotation. À 6,38 €/kg de carcasse fin août, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer restait ainsi inférieur de 7 centimes (-1%) à ses valeurs de 2017 et 2016.



Gruppe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)



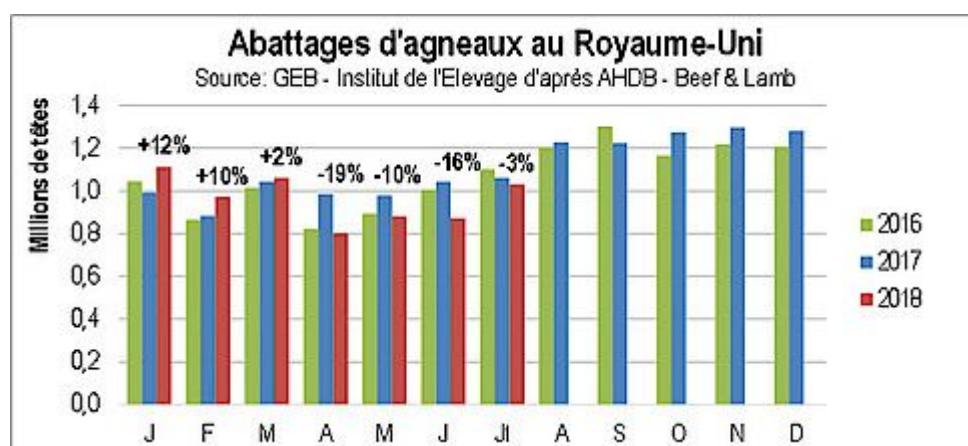
## UE et Monde : L'Espagne et la Nouvelle-Zélande profitent de la baisse de la production britannique

Alors que la météo pèse sur la production de viande ovine au Royaume-Uni, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande ont compensé en partie la chute des exportations britanniques, en augmentant leurs envois vers le marché européen.

### ROYAUME-UNI : Les mauvaises conditions climatiques impactent la production et les cours

#### Des abattages pénalisés par la météo

Les conditions climatiques extrêmes, qui affectent le pays depuis le début de l'année, pèsent sur la production britannique. L'hiver froid et humide a en effet été à l'origine d'une mortalité élevée au moment des agnelages, conduisant à un recul important du nombre d'agneaux disponibles pour la nouvelle saison (démarrage des sorties en avril). Le climat rigoureux a également décalé et ralenti le début de la pousse de l'herbe au printemps, qui a ensuite été stoppée par la sécheresse estivale, ce qui complique la finition de ces agneaux. En forte chute depuis le mois d'avril, les abattages d'agneaux britanniques ont ainsi de nouveau reculé de 3% en juillet, à 1 million de têtes.

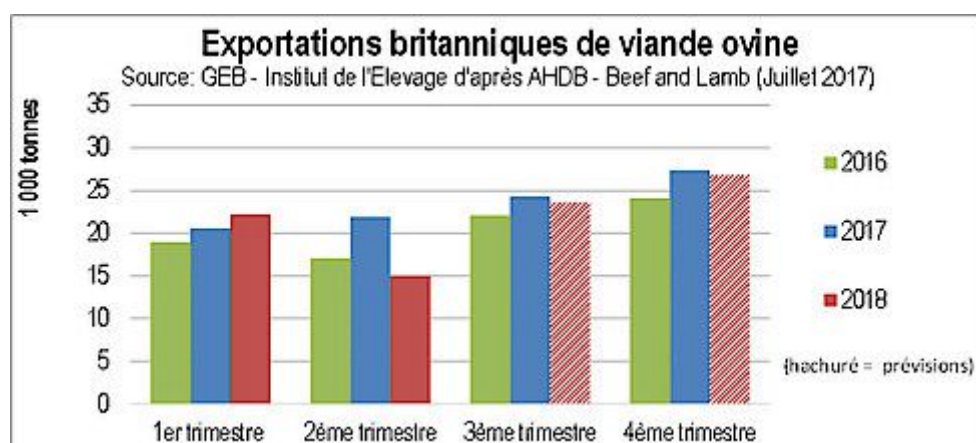


Le manque d'herbe contraint les éleveurs à puiser dans leurs stocks de fourrages (alors qu'ils devraient être en train de les constituer), et réduit les quantités de foin et d'ensilage disponibles pour nourrir les troupeaux à l'automne et cet hiver, ce qui pourrait peser sur le cheptel britannique.

#### Les exportations s'effondrent, faute de disponibilités

Face au recul de la production, les exportations britanniques de viande ovine ont chuté de 30% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 par rapport à l'année précédente. Les envois ont notamment fortement reculé vers la France (-36% /2017 à 6 000 téc sur 3 mois), l'Allemagne (-28% à 2 600 téc) et l'Irlande (-9% à 2 300 téc).

D'après AHDB - Beef & Lamb, la baisse des envois devrait se poursuivre au second semestre 2018, mais à un rythme moins marqué.

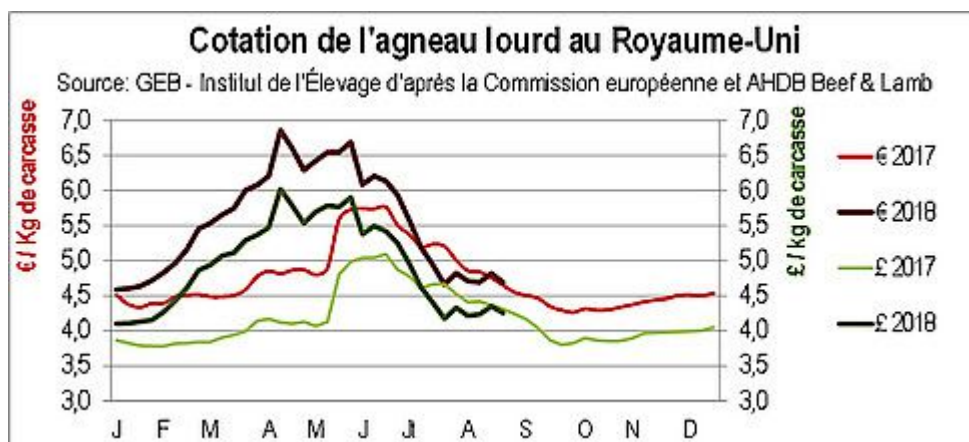




## Les cours ont nettement baissé cet été

Après avoir atteint des niveaux record en avril-mai en raison du manque d'agneaux au démarrage de la nouvelle saison, les cours britanniques ont connu une importante baisse saisonnière au cours de l'été. La consommation morose pendant les fortes chaleurs et la mauvaise finition de certains agneaux à cause de la sécheresse ont en effet impacté négativement les prix, malgré des disponibilités en agneaux toujours limitées.

À 4,69 €/kg de carcasse fin août (+1% /2017), la cotation de l'agneau britannique convertie en monnaie européenne était ainsi 50 centimes inférieure à sa valeur de début juillet, et 2,1 € sous son pic de la mi-avril.



## NOUVELLE-ZÉLANDE : Les envois progressent vers l'UE et l'Asie

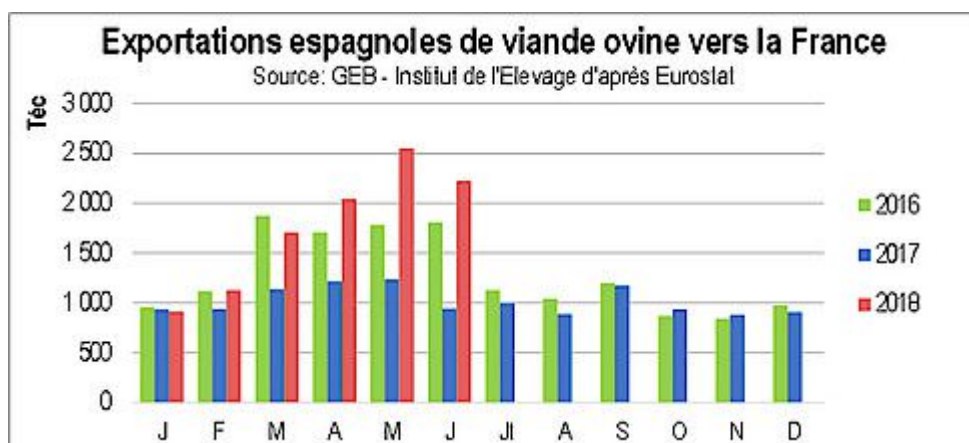
La croissance de la demande mondiale, et notamment chinoise, continue de soutenir le prix à la production de l'agneau néozélandais, qui a atteint un niveau record de 7,9 NZ\$/kg de carcasse fin août (=4 €/kg de carcasse), soit 50% de plus que l'année précédente. Bien que la production néozélandaise soit dans sa période de creux saisonnier, ces niveaux de prix très incitatifs ont entraîné un nouveau bond des abattages en juillet (+10% à 22 800 téc).

Dopées par ce sursaut de la production et l'utilisation de stocks de report congelés, les exportations néozélandaises de viande ovine ont grimpé de 9% sur le mois à 29 600 téc. En hausse de 9% vers l'Union européenne (à 9 300 téc), les envois ont bondi à destination du Royaume-Uni (+13% à 4 000 téc), qui manque aujourd'hui de viande ovine, mais restaient en repli de 8% vers la France (à 700 téc). Les expéditions sont en outre toujours dynamiques vers la Chine (+56% à 11 000 téc).

L'accélération des abattages liée aux prix élevés pourrait toutefois peser à terme sur la filière. Les premières estimations de *Beef + Lamb New Zealand* font état d'une baisse de 2% du cheptel néozélandais de brebis en juin 2018 (à 17,37 millions de têtes), ce qui devrait limiter la production de viande ovine dans le pays sur la prochaine campagne (octobre 2018 - septembre 2019).

## ESPAGNE : Le bond des envois vers la France se poursuit

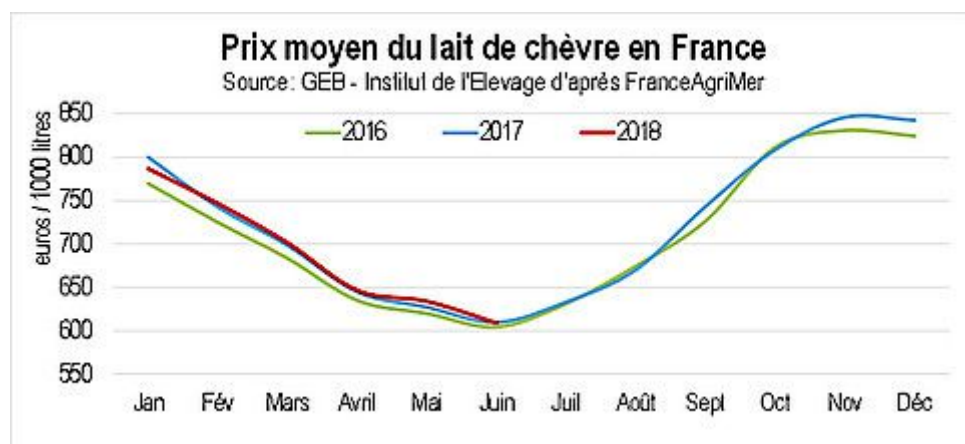
Alors que la production espagnole de viande ovine reste dynamique (10 600 téc en juin, soit +11% /2017), le pays tire pleinement parti de la chute des exportations britanniques et irlandaises pour accroître ses envois de viande ovine vers la France. Ces derniers ont ainsi plus que doublé en juin (x 2,4) pour atteindre 2 200 téc.



En cumul sur le 1<sup>er</sup> trimestre, les exportations espagnoles de viande ovine ont progressé de 19% au total par rapport à l'année précédente (à 24 200 téc), notamment grâce au bond de 65% des envois vers la France (à 10 600 téc).

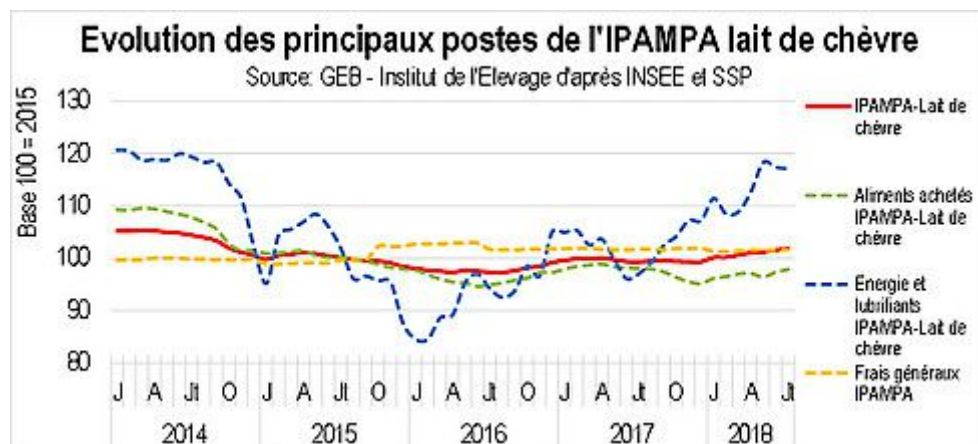
## Le prix du lait de chèvre résiste en France mais plonge dans l'UE

Le prix du lait de chèvre a bien résisté en France, mais s'est franchement dégradé chez nos principaux voisins européens, alors même que les importations françaises sont au plus haut. Simultanément, les charges en élevage ont poursuivi leur progression, tirées par le prix de l'énergie.



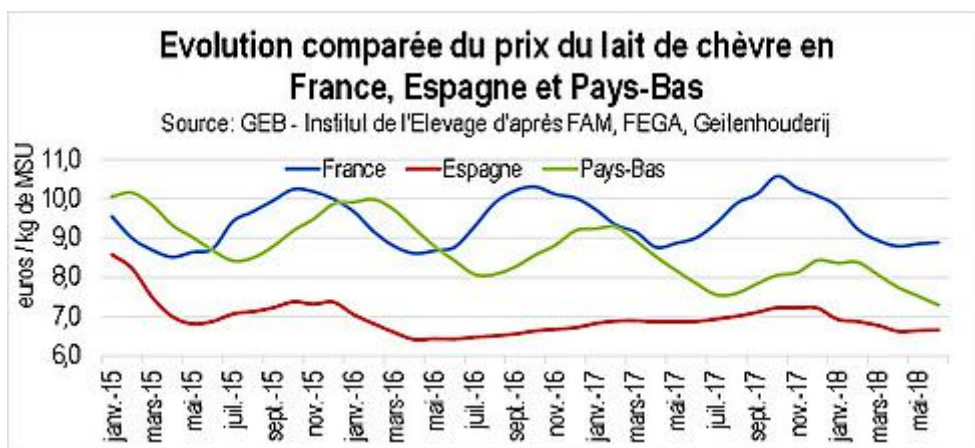
## Le prix du lait de chèvre plafonne en France

Le prix du lait de chèvre payé aux producteurs est resté quasiment stable en France selon FranceAgriMer : il n'a évolué qu'à la marge, au gré des variations de sa composition. Après un mauvais départ en janvier où la chute de 1,5 point du taux butyreux et de 0,5 point du taux protéique l'avait tiré vers le bas (-1,7% /2017), il a progressivement rattrapé son retard. Il s'est finalement établi à 672 € les 1 000 litres en moyenne (pondérée par les volumes) au 1<sup>er</sup> semestre, soit à peine 1 € de plus qu'en 2017. La composition moyenne du lait de chèvre s'est en effet légèrement améliorée grâce à la progression de 0,6 g/l du taux butyreux (+1,6% /2017), à 39,1 g/l en moyenne sur le 1<sup>er</sup> semestre. Le taux protéique s'est en revanche seulement maintenu, à 33,7 g/l.



## Des charges en élevage qui progressent inexorablement

Amorcée mi-2016, la hausse des charges en élevage caprin a de nouveau accéléré. L'IPAMPA-lait de chèvre s'est ainsi établi à l'indice 101,9 en juillet, soit 3% au-dessus de 2017 et 5% au-dessus de 2016. Si la grande majorité des postes de dépense sont orientés à la hausse, l'IPAMPA est principalement tiré par l'explosion du prix de l'énergie au 2<sup>ème</sup> trimestre (+16% /2017), dans le sillage du prix du pétrole. La hausse du prix de l'alimentation achetée sur la seconde partie de l'année devrait également peser sur les résultats des éleveurs de chèvre.



## Un prix sous pression chez nos partenaires/concurrents européens

S'il s'est bien maintenu en France, le prix du lait de chèvre s'est en revanche nettement dégradé chez nos voisins européens. C'est en Espagne qu'il est le plus bas : après une légère hausse en 2017, il a de nouveau chuté pour atteindre 6,7 €/kg de MSU\* en juin, en baisse de 3% /2017 et 25% sous le niveau du prix français.

Aux Pays-Bas, la baisse du prix du lait de chèvre a démarré plus tardivement (fin 2016) que dans la péninsule ibérique, principalement pour retrouver de la compétitivité sur le marché français. Le prix néerlandais a ensuite convergé régulièrement vers le prix espagnol, pour s'établir à 7,3 €/kg de MSU en juin, en baisse de près de 7% d'une année sur l'autre. Il s'est ainsi positionné 10% au-dessus du prix espagnol et 18% sous le niveau du prix français.

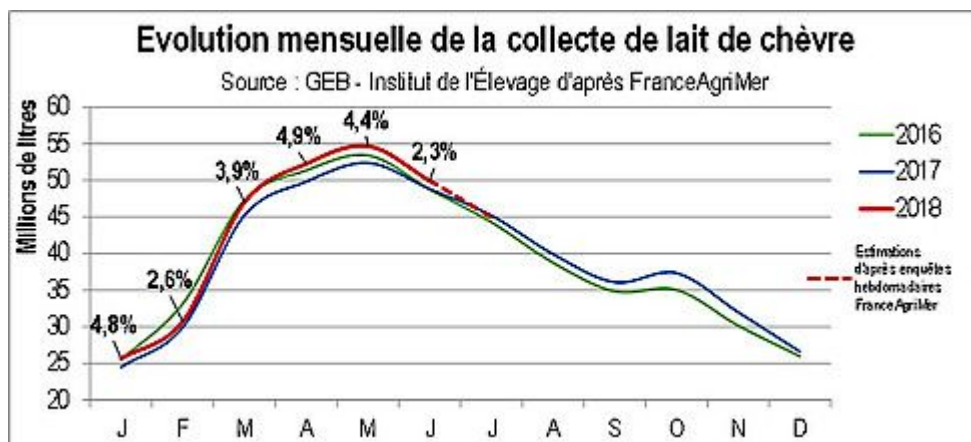
Ces évolutions pourraient traduire un phénomène progressif d'engorgement du marché du lait de chèvre : face à des collectes très dynamiques en Espagne et aux Pays-Bas, nos voisins européens s'orientent toujours davantage vers la fourniture de lait « matière première » très compétitif sur le marché français.

*\*Le prix du lait de chèvre est exprimé ici en € / kg de MSU afin de pouvoir comparer plus finement les prix pratiqués dans les différents pays. La Matière Sèche Utile (MSU) englobe la Matière Grasse (MG) et la matière Protéique (MP) du lait.*

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## Equilibre fragile à préserver

Boosté par une collecte de lait de chèvre dynamique et des importations record, l'approvisionnement des opérateurs français a bondi au 1er semestre. Cependant, la consommation française et les fabrications de fromages de chèvre ont marqué le pas, aboutissant à la constitution de stocks conséquents.



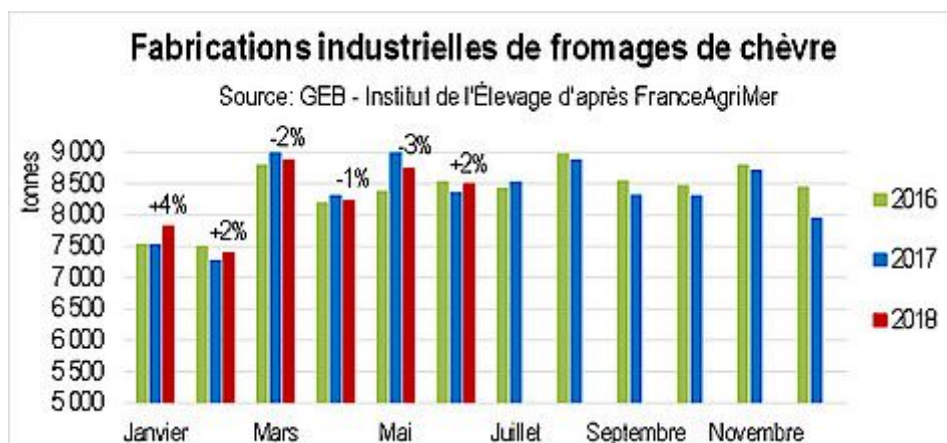
### La collecte retrouve son niveau de 2016

Dynamique depuis le début de l'année, La collecte française de lait de chèvre a intégralement récupéré les volumes perdus en 2017. A près de 260 millions de litres au 1<sup>er</sup> semestre, elle a progressé d'un peu moins de 10 millions de litres (+4% /2017). D'un côté, l'utilisation des fourrages stockés en 2017, de meilleure qualité, a permis de booster les rendements laitiers. De l'autre, les effectifs de reproductrices ont progressé de 1% en un an selon l'enquête cheptel réalisée fin 2017 (+9 000 têtes). Cette croissance du cheptel, certes modeste, constitue un signal encourageant pour la filière caprine et marque la fin de 7 années d'érosion des effectifs.

La collecte pourrait cependant marquer le pas au deuxième semestre. Après une progression moins marquée en juin (+2% /2017), elle aurait rejoint le niveau de 2017 en juillet selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer (qui portent sur 80% de la collecte). Sécheresse estivale et dégradation de la qualité des fourrages, après un printemps froid et pluvieux, ont très certainement pénalisé les rendements.

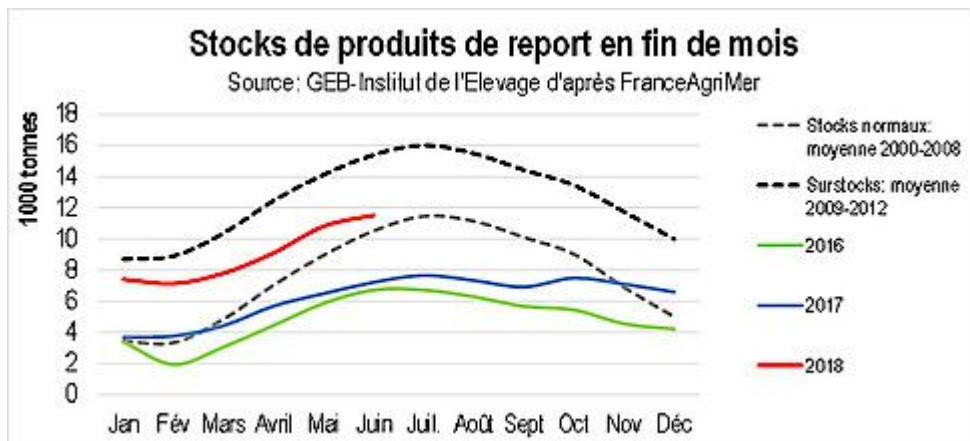
### Nouveaux records d'importations... et d'approvisionnement des industriels

Simultanément, les importations de produits de report ont atteint un nouveau record au 1<sup>er</sup> semestre. A près de 67 millions de litres, elles ont bondi de 7 millions de litres (+12% /2017). L'approvisionnement total des industriels français s'est ainsi étoffé de près de 17 millions de litres (+5% /2017), à 327 millions de litres, soit près de 2% au-dessus du précédent record de 2011, au plus fort de la crise caprine.



### Des fabrications pourtant peu dynamiques...

La croissance des fabrications de fromages de chèvre sont pourtant au point mort : à 49 600 tonnes cumulées à juin, elles se sont laborieusement maintenues par rapport à 2017... et à 2016. En effet, la consommation française semble avoir atteint un plafond : selon le panel IRI-CNIEL, les ventes de fromages de chèvre en GMS ont stagné sur 12 mois glissants et sont même orientées à la baisse depuis le mois d'avril. Si les fabrications de laits conditionnés et de yaourts bénéficient en revanche d'une meilleure dynamique (respectivement +4%, à 8,2 millions de litres, et +17% à 5 900 tonnes), elles n'ont absorbé qu'environ 1,2 million de litres supplémentaires.



## Des stocks de produits de report à maîtriser

La quasi-totalité des volumes supplémentaires sont donc logiquement venus grossir les stocks de produits de report. A 11 500 tonnes fin juin, ils ont ainsi bondi de 60% d'une année sur l'autre. Bien qu'élevé par rapport aux années précédentes, le niveau de stock n'est que très légèrement supérieur au niveau « normal » observé entre 2000 et 2008, avant la crise caprine. Mais, à l'heure où le plan de filière caprin entre en action en France (avec pour objectif de relancer la production et de réduire notre dépendance aux importations), où la collecte bondit partout en Europe, alors même que le prix du lait de chèvre s'oriente à la baisse chez nos voisins européens, les opérateurs français doivent réduire leurs importations pour maintenir les équilibres au sein de la filière.

---

*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)*



## La filière viande rouge australienne, organisée pour la conquête des marchés



Depuis des décennies, l'Australie figure dans le trio de têtes des principaux exportateurs mondiaux, en viandes bovine comme ovine. Le pays est cependant sous la menace de sécheresses de plus en plus fréquentes, qui dictent les cycles de production.

L'élevage bovin et ovin viande valorise en effet presque exclusivement des pâturages extensifs, que ce soit dans les zones semi-arides du *bush*, ou dans les collines herbagées du Sud du Pays.

Pour faire face à ces aléas climatiques plus nombreux, l'engraissement évolue radicalement : la finition au grain en *feedlots* concerne désormais 40 % des bovins, contre à peine 9 % il y a 25 ans. Le reste est encore fini au pâturage, en cycles plus longs et plus incertains.

Cette finition au grain permet de produire de la viande bovine plus persillée, correspondant bien à la demande en découpes nobles sur les marchés asiatiques tels que le Japon, la Corée du Sud et à présent la Chine. Les Australiens ont massivement investi depuis plus d'une décennie pour segmenter le marché Chinois, diffusant des guides de découpes, formant bouchers et chefs cuisiniers, produisant des émissions de promotion tous azimuts. Aujourd'hui, le nec plus ultra du bœuf en Chine est australien, du wagyu (race japonaise, donnant une viande extrêmement « marbrée ») au *grainfed* de type Angus.

L'Interprofession australienne (MLA) a aussi investi pour freiner l'érosion de la consommation intérieure. En particulier en mettant en place une véritable garantie de qualité avec un système basé sur un très grand nombre de tests consommateurs (*Meat Standard Australia*). Les consommations de viande bovine (32 kg/hab. en 2017) et ovine (près de 10 kg/hab.) sont ainsi toujours très élevées. Néanmoins, selon les années, le marché intérieur ne représente qu'un tiers environ du débouché des viandes bovine et ovine.

L'Australie est en outre un gros exportateur d'animaux finis, moutons adultes, broutards et bouvillons. Autour d'un million de bovins (entre 0,5 et 1,2 depuis 10 ans) et de 2 millions d'ovins sont ainsi exportés chaque année, principalement en Indonésie et au Viet Nam pour les premiers, vers le Golfe persique pour les seconds. Or les *welfaristes* australiens et certains pays clients remettent en cause ces flux, qui en régressant gonfleraient les disponibilités de viande. D'où la préoccupation du Gouvernement et des filières viandes de diversifier leur portefeuille de clients. Tout particulièrement vers l'UE : ils comptent beaucoup sur les négociations de libre-échange qui se sont ouvertes en mai 2018 pour y augmenter leurs ventes sans droits de douane. Or, ils sont très compétitifs, à la fois sur les prix, avec des coûts de production bien moindres qu'en Europe, et sur la segmentation qualité !

[Télécharger le dossier en pdf](#)

[Acheter la brochure](#)

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)